

Pétromont craint pour son avenir



John Dinsmore, président de Pétromont, craint pour l'avenir de son entreprise.

Même si le Québec a assuré sa survie pour 4 ans l'automne dernier, l'issue des négociations sur les prix de l'énergie entre Ottawa et l'Alberta suscite de grandes inquiétudes chez Pétromont.

FRANCINE OSBORNE

Le président de Pétromont, John Dinsmore, a déclaré à LA PRESSE que, si l'issue de ces négociations s'avérait défavorable à l'industrie pétrochimique, il est évident que les deux actionnaires de Pétromont, la Société générale de financement (SGF) et Union Carbide, recommanderont la fermeture de l'entreprise.

M. Dinsmore s'attend à ce qu'Ottawa précise ses intentions dans le budget d'avril du ministre des Finances, Michael Wilson. Pétromont et toute l'industrie pétrochimique canadienne réclament une abolition des taxes sur leurs matières premières, notamment le butane.

Lors de l'élection du gouvernement conservateur de M. Mulroney en septembre, il avait été entendu que les négociations sur les prix de l'énergie seraient conclues pour le 1er février 1985. Or, il semble

maintenant qu'on ne peut espérer d'entente avant le 1er avril. Les négociations traînent en longueur parce que le partage des revenus pétroliers entre Ottawa et les provinces productrices et l'industrie est une question très complexe comportant des sommes considérables.

Entre-temps, le président de Pétromont se dit inquiet de voir traîner ces pourparlers en longueur. L'automne dernier, Pétromont avait acheté pour \$1 000 l'usine d'Union Carbide à Montréal-Est et le Québec s'était engagé à absorber les pertes d'opération de Pétromont pendant quatre ans, un montant estimé à \$65 millions.

La note pourrait être bien plus élevée, car M. Dinsmore évalue les pertes de Pétromont à \$4 millions à \$5 millions par mois actuellement. Une entente favorable sur le prix des matières premières de la pétrochimie réduirait sensiblement ces pertes cependant.

En septembre, Ottawa et Québec avaient souscrit conjointement une somme de \$30 millions pour assurer la survie de Pétromont jusqu'au 31 mars 1985.

L'entente de l'entreprise avec le Québec prévoit que la province peut se retirer du dossier à 90 jours d'avis si Ottawa

ne modifie pas sa politique énergétique en faveur de l'industrie pétrochimique québécoise.

Au cabinet du ministre québécois de l'Industrie, Rodrigue Biron, on reste optimiste. L'attaché de presse André Leclerc souligne que le gouvernement Mulroney s'est bien engagé à modifier sa politique énergétique.

Selon lui, si tout n'est pas réglé pour le 1er avril, il n'y a pas de problème pour attendre encore quelques semaines avant de prendre une décision sur la participation du Québec au dossier pendant 4 ans.

Les usines de Montréal-Est et de Varennes donnent du travail à environ 280 personnes.

Pétromont continue à faire des études en vue de la fabrication éventuelle de dérivés du chlore. Si Ottawa répond favorablement aux attentes de l'industrie, Pétromont pourrait alors fabriquer à Varennes des dérivés du chlore et n'aurait plus à compter autant sur l'usine désuète de Montréal-Est pour écouler son éthylène. Mais là encore, cette filière du chlore ne débouchera sur des investissements concrets que si la politique énergétique fédérale le permet.



Ottawa et le déficit: une hausse de taxes?

Lorsque l'on met bout à bout les différentes décisions prises par les conservateurs depuis leur arrivée au pouvoir, il y a de quoi craindre une hausse des impôts.

On sait que le gouvernement Mulroney, et son ministre des Finances Michael Wilson, attache une grande importance à la réduction du déficit, parce que c'est un « obstacle à la croissance ».

Mais, malgré les progrès de la science moderne, il y a pas des milliers de façons de réduire un déficit. Il y en a deux: augmenter les revenus de l'État, ou couper dans les dépenses.

Or, pendant son court règne de cinq mois et demi, le gouvernement s'est déjà privé des principales façons de comprimer le niveau de ses dépenses.

Ottawa: une grosse machine à chèques

Les finances publiques fédérales sont très différentes de celles des provinces, parce que les champs d'action ne sont pas les mêmes. Au niveau québécois, par exemple, où de gros de l'argent va à l'éducation et à la santé, la masse salariale accapare environ la moitié des dépenses publiques. Quand il a fallu couper pour réduire le déficit, il a été possible de trouver une méthode brutale, mais efficace: on a diminué les salaires.

À Ottawa, ça ne peut pas se passer ainsi. La masse salariale est modeste par rapport aux dépenses totales: la machine gouvernementale aussi. En gros, l'appareil de l'État ne coûte qu'environ une quinzaine de milliards, sur des déboursés totaux d'une centaine de milliards. Autrement dit, même si on mettait tous les fonctionnaires fédéraux dehors et si on fermait tous les ministères, le déficit fédéral, actuellement de \$35 milliards, se maintiendrait à \$20 milliards.

Le gouvernement fédéral est d'abord et avant tout une machine à chèques qui distribue des fonds à d'autres: aux entreprises, aux régions, aux provinces, aux citoyens. Par définition, pour restreindre les dépenses, il faut pénaliser certains bénéficiaires de la manne fédérale.

Presque tous les programmes sont sacrés

Or, après avoir exploré plusieurs avenues, les conservateurs hésitent. En se fiant aux déclarations d'intentions du gouvernement, on est forcé d'en conclure que les trois-quarts des dépenses de cent milliards seront intouchables.

Pour l'année qui se termine, \$20,35 milliards passent à la dette publique; par définition, c'est sacré. \$18,5 milliards sont versés en transferts aux provinces; Ottawa a promis de ne pas y toucher. \$18,3 milliards vont aux transferts aux personnes: assurance-chômage, pensions, allocations familiales. Après un débat public avorté sur l'universalité, le gouvernement fédéral a choisi une forme de statu quo. \$8,8 milliards passent à la défense, parce qu'on veut remplir nos engagements face à l'OTAN. Il reste enfin \$5,8 milliards en réserves et en écritures comptables, ce qui est inévitable.

En somme, voilà \$72 milliards sur lesquels on ne peut pas trop compter dans la lutte au déficit. Il faudra donc trouver la marge de manoeuvre dans les \$28 milliards restants. Que reste-t-il? Pas grand chose. \$4,6 milliards aux sociétés d'État, \$3,4 milliards en subventions aux entreprises, \$6 milliards en transferts divers et les \$14 milliards de l'appareil gouvernemental.

Il y a évidemment du gras dans tout cela. Mais pas assez pour atteindre les objectifs de réduction du déficit. Le ministre des Finances Michael Wilson veut le réduire de \$10 à \$15 milliards d'ici cinq ans. Certains spécialistes, comme ceux de l'Institut de recherches C.D. Howe, affirment que ce n'est pas assez et qu'il faudrait plutôt retrancher de \$15 à \$20 milliards d'ici la fin de la décennie.

Le coup de pousse économique

Ces efforts de compression seront d'autant plus complexes que le ministre des Finances ne peut plus compter sur un coup de pousse économique.

Jusqu'à tout récemment, comme du temps du ministre libéral Marc Lalonde, on disait le déficit en deux composantes à peu près égales: un déficit conjoncturel, lié à l'activité économique et qui se résorberait avec la croissance, et un déficit structurel, le vrai bobo, qui resterait là quelle que soit la santé de l'économie.

Les spécialistes coupaient donc le problème en deux. Comme le déficit conjoncturel devait se régler de lui-même, on n'avait à s'occuper que des \$18 ou \$20 milliards du déficit structurel. Mais cette théorie ne tient hélas plus. Le Canada a connu trois ans de croissance; pourtant, le déficit a augmenté à chaque année.

La troisième voie

La conclusion vient d'elle-même: Comme on ne peut pas vraiment couper les dépenses dans un grand nombre de secteurs, et qu'on ne peut non plus compter sur la croissance économique pour accroître les recettes, que reste-t-il?

Si le gouvernement fédéral veut vraiment réduire le déficit, il n'aura pas d'autre choix que d'augmenter les impôts.

Mont-Tremblant peut enfin respirer

Les créanciers de la société Station de ski Mt-Tremblant Inc. seront remboursés en totalité. C'est ce qu'a déclaré, hier en soirée, le président de cette entreprise, M. Louis Pierre Lapointe en annonçant qu'il avait reçu un engagement ferme pour un prêt de \$20 millions d'une banque à charte qu'il n'a pas voulu identifier.

Ce prêt va permettre à cette société propriétaire des installations de sport d'hiver et d'hôtellerie du Mont-Tremblant, de rembourser en totalité ses créanciers, de respecter ses offres d'achat pour permettre aux acquéreurs d'Appartotel d'obtenir des titres clairs, enfin de sécuriser à moyen et à long terme le financement de l'entreprise et de ses opérations futures.

La société Station de ski Mt-Tremblant Inc. avait eu, en août dernier, des démêlés auprès des tribunaux avec la Banque Commerciale du Canada. Celle-ci avait alors exigé le remboursement d'une créance de \$11,4 millions à deux heures d'avis. La société n'avait pu, selon M. Lapointe, régler cette dette dans d'aussi brefs délais.

A la suite de cette crise, la société a été obligée de réunir ses créanciers ordinaires qui ont accepté le 30 novembre 1984 de recevoir \$0,75 pour chaque dollar de dette.

Entre temps la société Station de ski Mt-Tremblant a pris des procédures judiciaires contre la Banque Commerciale du Canada pour obtenir des dédommagements évalués à \$26 millions.

POUR LES VOLS EN DIRECTION DE PARIS

Wardair lance la guerre des prix

La compagnie Wardair devrait annoncer au cours de la journée qu'elle offre en mai et en juin des billets d'avion vers Paris \$250 moins cher que ses compagnies rivales Air Canada et Air France.

MICHEL-G. TREMBLAY

Wardair proposerait un voyage aller-retour à Paris pour \$549 jusqu'à la fin de juin comparativement à \$798 qu'exigent les sociétés Air France et Air Canada pour la même période. C'est donc deux mois plus tôt que l'an dernier qu'est déclenchée cette nouvelle guerre de prix qui avait alors provoqué un tollé de protestations de la part des autorités françaises.

La France est en effet un des rares pays européens qui se donne un droit de regard sur les vols et les prix chargés par les compagnies étrangères, et, selon nos sources, Wardair a décidé une nouvelle fois d'imposer son tarif, une attitude



que la France réprobat parce qu'elle n'aime pas se voir dicter le prix des envolées transatlantiques. L'an passé, Wardair avait même effectué son premier vol vers la France sans avoir obtenu au préalable le droit d'atterrir à Paris, mais le problème avait été réglé sans que les passagers fassent les frais de la querelle.

Offrant cet été deux vols par semaine en Boeing 747, Wardair a été la première compagnie à offrir en 1982 un vol direct entre Québec et Paris, et elle continuera d'offrir ce

service cet été, un des deux vols hebdomadaires au départ de Montréal arrêtant à Québec.

Jusqu'à ce jour, les voyageurs qui se proposaient d'aller en vacances estivales en France avaient le choix de prendre Air Canada et Air France, et payer le prix fort, ou choisir l'agence de voyages Nouvelles-Frontières qui offre trois vols nolisés par semaine.

Comme cette agence est petite, ses avions n'étant pas de gros porteurs, les compagnies nationales Air France et Air Canada n'ont pas réagi aux

bas prix de Nouvelles-Frontières (\$550 en mai et en juin), mais la réplique de Wardair qui aligne ses prix à ceux de Nouvelles-Frontières obligera certainement les sociétés nationales à revoir leur politique de prix.

Avant de faire leurs réservations, les voyageurs ont donc tout intérêt à marchander sérieusement le prix d'un billet d'avion vers Paris puisqu'ils sont les premiers à profiter de l'inévitable guerre des prix que se livrent désormais les compagnies aériennes au printemps.

La croissance économique du Québec passera à 2,1% en 85

Le Québec connaîtra un ralentissement de sa croissance économique réelle en 1985 qui passera à 2,1 p. cent après avoir été de 4 p. cent en 1983 et de 5 p. cent en 1984.

MICHEL ROESLER

C'est ce qui ressort des prévisions provinciales trimestrielles du Conference-Board qui constate surtout un déplacement de l'activité vers l'Ouest.

Seules les trois provinces les plus à l'ouest auront une expansion plus forte en 1985 qu'en 1984. C'est la Saskatchewan qui prend la tête avec un taux de

croissance de 2,9 p. cent. l'Ontario suit avec 2,7 p. cent.

L'Alberta qui a connu un ralentissement continu de son activité durant les trois dernières années, enregistrera une croissance de 2,1 p. cent grâce à son agriculture qui fera enfin un gain de 5,4 p. cent après des reculs marqués en 1983 et 1984.

L'exploration et la production d'hydrocarbures continueront leurs performances de 1984 déjà remarquables avec un bond de 11,8 p. cent en 1984.

La Colombie-Britannique qui a connu une forte récession en 1982, va retrouver, grâce à un

meilleur climat de travail, un rythme de progression avec une croissance prévue de 2,3 p. cent.

Dans l'ensemble, selon l'analyste du Conference Board, Peter Gusen, « la situation pour 1985 s'annonce bien meilleure que celle de 1982, année où neuf des dix provinces avaient subi des reculs. Elle est beaucoup mieux équilibrée que celle de 1983, où les taux de croissance des provinces s'échelonnaient entre 6 p. cent et moins 4 p. cent. Elle n'est cependant pas aussi vigoureuse qu'en 1984, car six provinces avaient alors connu une expansion supérieure à 3 p. cent, ce qui ne sera le

cas d'aucune cette année. » Au Québec, c'est la faiblesse de l'agriculture qui est la grande responsable du ralentissement de la croissance. La production minière connaîtra une légère amélioration, insuffisante cependant pour éponger sa dégringolade lors de la récession.

Le secteur manufacturier va entrer dans une phase de stabilisation après l'importante croissance enregistrée en 1984. La production grimpera de 2,3 p. cent comparativement à 6 et 7 p. cent en 1983 et 1984 respectivement. Enfin la construction résidentielle, à cause de la fin des programmes d'aide gouvernementaux, va se ralentir sensiblement.

La Baie et Simpsons congédient 500 employés

page C 3

180 mises à pied chez Mitel

page C 3

Donald Carty, 38 ans, nouveau président de CP Air

page C 4



GARDEZ VOS IMPÔTS POUR VOUS!

INVESTISSEZ DANS UN ABRI FISCAL RENTABLE, L'IMMOBILIER

La loi permet de déduire des sommes importantes de vos revenus grâce à un investissement dans l'immobilier. Cette déduction peut même aller jusqu'à ramener votre impôt à payer à 0 \$! Cela peut sembler incroyable, mais c'est tout à fait authentique, vérifiable, et surtout, parfaitement légal.

Dans ces conditions, votre mise de fonds en argent réel, en dollars sortis de votre poche, peut s'avérer minime ou même absolument nulle! Vous vous constituez donc un capital avec de l'argent que vous auriez dû autrement verser à l'impôt.

Votre revenu imposable	Impôt payé actuellement	Impôt payé si vous avez un abri fiscal
30 000	8 543	1 858
35 000	10 890	3 638
45 000	15 994	7 771
55 000	22 380	0 à 12 457
65 000	29 562	0 à 17 676
75 000	35 874	0 à 24 123

Ce qui compte vraiment pour vous, c'est l'argent qui vous reste après impôt. Or, vu sous cet angle, l'immobilier offre un rendement absolument incomparable.

PARÉ & ASSOCIÉS: une équipe de confiance

L'investissement immobilier a toujours été considéré comme celui des personnes fortunées. Si votre revenu est de 30 000 \$ ou plus, Paré & Associés rend ce mode d'investissement à votre portée.

Informez-vous à l'un de nos bureaux; sans obligation de votre part, notre équipe d'experts en placements immobiliers vous aidera à évaluer le type d'investissement le mieux adapté à votre situation.

425, boul. De Maisonneuve ouest
Suite 701, Montréal, (Québec)
H3A 3G5 (514) 288-8500

2960, boul. Laurier, Suite 200
Ste-Foy, (Québec) G1V 4S1
(418) 659-6900 1-800-463-2818

1515 North Federal Highway
Suite 207, Boca Raton (Floride)
33432 (305) 392-4334

PARÉ & ASSOCIÉS

Fiscalité et courtage immobilier

Banque Commerciale du Canada

10 1/4%

ANNUELLEMENT

DÉPÔTS A TERME 1 AN

- dépôt minimum \$5000
- taux spéciaux sur dépôts au-dessus de \$100 000
- taux sujets à changements
- taux disponibles sur les valeurs antérieures
- vos dépôts sont admissibles pour votre REER (plan autorisé)
- INTÉRÊTS PAYÉS SEMESTRIELLEMENT

Bureau 1400,
1981 Ave. du Collège
McGill
Montréal H3A 2V1
284-2311

93%
103%
2 ANS
11%
34 ANS
11 1/4%
5 ANS

REÉR Eaton Baie

10 1/4%*

Certificat de placement garanti de 15 mois

Placement minimum: 500\$

Intérêts composés annuellement jusqu'à l'échéance.

Les taux peuvent changer sans préavis.

AUCUNS FRAIS D'ADMINISTRATION

Il existe également toute une gamme de possibilités de placement pour votre REER, dont quatre fonds de placement et un régime autogéré comportant des frais uniformes annuels de 95 \$.

Nous acceptons les hypothèques moyennant des frais annuels supplémentaires de 75 \$ par hypothèque.

DATE LIMITE POUR COTISER: le 1^{er} mars 1985

LA COMPAGNIE DU TRUST EATON BAIE

*Succursale du trust
1450, rue Ste-Catherine ouest..... 861-3654

*Ouvert le samedi 23 février de 10 h à 15 h

Centres financiers Eaton

situés dans les magasins Eaton	
677, rue Ste-Catherine ouest.....	284-8944
Les Promenades St-Bruno.....	461-2345
Le Carrefour Laval.....	687-1470
Centre Fairview Pre-Claire.....	697-6420
Centre Bayshore (Ottawa).....	829-9211
Centre Rideau (Ottawa).....	560-5380

Centres financiers la Baie

situés dans les magasins la Baie	
585, rue Ste-Catherine ouest.....	281-4683
Place Vertu.....	332-4550
Centre Bayshore (Ottawa).....	236-7511

Les heures d'ouverture sont les mêmes que celles des magasins

DES SERVICES FINANCIERS PERSONNALISÉS

Institution membre de la Société d'assurance-dépôts du Canada

ÉCONO-FLASHES

ANDRÉ CHÉNIER

Amendements pour l'exportation de gaz

Le gouvernement fédéral a approuvé que des amendements soient apportés à deux permis d'exportation de gaz de TransCanada Pipelines et un de ICG Transmission Holdings. Aux termes des accords amendés, les prix d'exportation doivent être égaux ou supérieurs au prix à l'entrée de Toronto, soit \$4,15 les mille pieds cubes. Les compagnies américaines doivent acheter quelque 47 milliards de pieds cubes de gaz de TransCanada et 3,3 milliards de ICG Transmission.

La BCCI émet des billets en Europe

La Banque de Commerce Canadienne Impériale émet, sur le marché européen, pour \$200 millions (US) de billets à taux flottant échéant en l'an 2005. Le Crédit suisse First Boston dirige le syndicat de souscription pour ces billets dont l'intérêt est fixé chaque mois mais payable semestriellement. Ils peuvent être rachetés au pair au bout d'un an.

Transaction dans les explosifs

La compagnie américaine Hercules a décidé de vendre à IRECO Chemicals, de Salt Lake City, son commerce d'explosifs commerciaux dont le chiffre d'affaires était, l'an dernier, de quelque \$80 millions (US). Filiale de Dyno Industries, d'Oslo, en Norvège, IRECO fabrique des explosifs industriels. Le montant de la transaction, sujette à l'approbation des conseils d'Hercules et de Dyno, n'a pas été précisé.

Bon bénéfice pour Norcen Energy

Norcen Energy resources a quelque peu amélioré ses bénéfices l'an dernier. Le bénéfice net, après paiement de \$11,7 millions en dividendes sur les actions privilégiées, a été de \$92,6 millions ou \$1,65 par action (\$1,62 avec dilution) sur des revenus de \$570,2 millions. En 1983, après paiement de \$2,2 millions en dividendes sur les actions privilégiées, le bénéfice net était de \$76,2 millions ou \$1,39 par action (\$1,38 avec dilution) sur un chiffre d'affaires de \$452,6 millions. Les résultats de 1983 ont été révisés pour tenir compte de la vente d'un service de gaz et des résultats d'une décision judiciaire relative aux redevances sur les sables bitumineux.

Norcen

Forte croissance de la production japonaise

La production industrielle japonaise a connu, l'an dernier, sa plus forte augmentation depuis huit ans, avec une hausse en volume de 11,1 p. cent, selon des statistiques publiées hier à Tokyo par le ministère japonais du Commerce international et de l'Industrie (MITI). Selon le MITI, la production industrielle japonaise continuera d'augmenter cette année grâce à un accroissement de la demande intérieure et extérieure.

De même source, on précise que les ventes de l'industrie japonaise ont progressé de 8,7 p. cent en 1984. L'indice de la production minière et manufacturière (base 100 en 1980) s'est établi durant la même période à 116,5. L'indice des stocks industriels a augmenté de 9,3 p. cent en 1984, sa première hausse en quatre ans. Enfin, la production de matériels électriques a augmenté de 29,4 p. cent l'an dernier, représentant à elle seule 52,3 p. cent de l'augmentation de la production industrielle totale. Les exportations de l'industrie japonaise ont augmenté de 18,1 p. cent (notamment celles d'acier, de navires, d'ordinateurs et de magnétoscopes), tandis que les ventes sur le marché intérieur ont progressé de 7,1 p. cent.

Légère progression pour Coseka Resources

La compagnie torontoise Coseka Resources, que contrôle Bramalea Ltd, a terminé son exercice 1984 avec un bénéfice net de \$4,8 millions, ou 20 cents par action, sur un chiffre d'affaires de \$59,1 millions. En 1983, son bénéfice net était de \$4,2 millions, ou 21 cents par action, sur des revenus de \$45,9 millions. Un gain extraordinaire de \$5,5 millions, réalisé sur la vente de placements, n'est pas compris dans les résultats de 1983.

Aide du ministère de l'Industrie

Dans le cadre du Programme de financement des entreprises, programme qu'administre la Société de développement industriel (SDI), le ministère de l'Industrie et du Commerce a autorisé la garantie d'un prêt de \$470 000 consenti à Imprimerie Transmag Inc., de Saint-Léonard, et accédé à la demande de protection contre les hausses d'intérêt. Le prêt a permis à Transmag d'acheter une presse rapide pour l'impression d'hebdomadaires, ce qui a donné lieu à des investissements de \$588 000 et à la création de 25 emplois. Le ministre a également autorisé la garantie d'un prêt de \$25 000 consenti à M. Jasmin Morin, de Lac Drole, dans le cadre du Programme «Bourses d'affaires». Cette aide a permis à M. Morin de devenir actionnaire d'une PME québécoise, Les Industries de cèdre Pepin Inc., de Woburn, dans le comté de Mégantic-Compton.

Un million d'actions de Falconbridge aux USA

Falconbridge Ltd a informé la Commission américaine des valeurs mobilières qu'elle se propose de vendre un million d'actions ordinaires sur le marché américain, dans le cadre des objectifs généraux de la compagnie et de l'amortissement de sa dette. Dominion Securities Pitfield, Wood Gundy et Burns Fry font partie du syndicat de souscription.

Transaction possible entre Marconi et Philips

En vertu d'un accord de principe, mais à certaines conditions, Marconi Canada achètera la division de télécommunications de Philips Electronique, de Scarborough, en Ontario. La division en question s'occupe de la fabrication et de la commercialisation de la partie terrestre de systèmes d'atterrissage aux instruments (ILS), d'équipements de mesure de distance (DME), de radiophones omnidirectionnels à très haute fréquence (VOR). Le montant de cette transaction n'a pas été divulgué.

Nouvelle entreprise texo-torontoise

La compagnie texane Time Energy Systems, de Houston, s'allie à Toromont Industries, de Toronto, pour créer au Canada une entreprise de services de gestion en matière d'énergie. La nouvelle entreprise, dont on prévoit qu'elle donnera lieu à un accord définitif en avril, appartiendra à parts égales à Toromont et Time Energy.

Participation d'Olivetti chez Acorn

La société italienne Olivetti, bien connue pour ses machines à écrire, a pris une participation de 49,3 p. cent dans la compagnie britannique Acorn Computers, qui fabrique des ordinateurs personnels. Acorn, qui emploie 450 personnes, a été éprouvée récemment par des problèmes de cash flow à la suite du ralentissement général des ventes d'ordinateurs sur le marché britannique.

Neuf interdictions de transiger

La Commission des valeurs mobilières du Québec a interdit de transiger, jusqu'à nouvel ordre, sur les valeurs des neuf sociétés suivantes qui, dit-elle, n'ont pas satisfait aux exigences de la loi en matière d'information: GESCO Industries Inc.; Mines Duma-gami Ltée; Talisman Mines Ltd; HCL Holdings Ltd; Goldex Mines Ltd; Autocrown Corp. Ltd.; Citadel Gold Mines Inc.; Société d'exploration minière Golden Tiger Inc. et New Goldcore Venture Ltd. Par ailleurs, la CVMQ a levé l'interdit qui pesait depuis le 1^{er} février sur les valeurs de Les Tourbières Trabeco Inc., cette société s'étant entretemps conformée aux obligations de la loi.

Cominco hausse les prix de son zinc

La société Cominco, dont le siège social est à Vancouver, en Colombie-Britannique, vient de majorer le prix du zinc qu'elle vend au Canada de 3,75 cents la livre. Le prix du zinc vendu aux États-Unis est également augmenté, mais de seulement deux cents la livre.

Le rendement des bons du Québec

Les \$85 millions de bons du trésor à 91 jours que le gouvernement du Québec a vendus cette semaine aux enchères avaient un rendement de 10,5 p. cent, comparativement à 10,475 la semaine dernière. Leur prix moyen était de 97,449 en regard de 97,455 la semaine dernière.

PLUS GRAND CHOIX D'OPTIONS. Les certificats de placement garanti (CPG) ne sont qu'une des options disponibles. Renseignez-vous sur l'épargne garantie et les fonds de placement. Voyez comment vous pouvez tirer profit de notre stratégie de gestion de portefeuille.

GARANTIE DU MEILLEUR TAUX lors du transfert dans un CPG. Durant une période allant jusqu'à 45 jours, vous ne subirez aucune perte d'intérêt et bénéficierez du taux le plus élevé entre celui en vigueur lors de la signature du transfert et celui en vigueur lorsque les fonds nous parviennent.

10 1/2%

Dépôt minimum: 1 000\$. Intérêt versé annuellement.

11 5/8%

Dépôt minimum: 500\$. Intérêt versé annuellement.

REÉR 15 MOIS

REÉR 5 ANS

Reçus aux fins de l'impôt émis immédiatement.



Montréal Trust

Chez nous, vos intérêts sont bien servis.

Adressez-vous à la succursale ou au bureau immobilier du Montréal Trust:

Anjou: Place Versailles 353-8770
Brossard 672-6450
Dollard-des-Ormeaux 684-1141
Kirkland 694-4880

Longueuil 651-5300
Montréal
I. Place Ville Marie 397-7000
Notre-Dame-de-Grâce 483-2770

Pointe-Claire: Centre commercial Fairview 695-5230
St-Bruno 653-2496
St-Hubert 656-9000

Les taux et conditions sont sujets à changement sans préavis.

PROPOSITIONS D'AFFAIRES

705 HYPOTHÈQUES

ACCEPTATION en 7 jours, 1ère et 2e hypothèques. Coûts Pop. St-Rene Goupil, 321-2610.

BALANCE DE VENTE à escompter, 110.000, intérêt 14%, éché le 10 juin 85. 729-5867

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

A VENDRE ou à louer supermarché superficie 11.000 pi car., très bien situé. Chiffre d'affaires \$5.000.000 et plus par année. Écrire à La Presse réf. 7002, C.P. 6041, Succ. A, Mtl H3C 3E3.

DISTRIBUTEUR DEMANDE domaine du vêtement, ouverture prochaine de 40 magasins, léger capital, 271-7192.

INVESTIR \$25.000 US vous rapporteront minimum \$150.000 US par année en toute sécurité. 1-819-325-4000.

INVESTIR dans le privé, taux élevé, occasion multiples. 389-2993.

MAGASIN fruits et légumes, ventes \$1.100.000, très bon emplacement. 622-3832 de 10h à 4h, laissez-messager.

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

SALON de beauté à louer, installations complètes disponibles, environ 150 pi car. Westmount. Pour renseignements ou renseignements, composer 482-4924 pendant les heures d'ouverture normales.

715 SERVICES FINANCIERS

FINANCEMENT général et hypothécaire, \$100.000 à \$1.000.000 et plus, commission seulement, service 10 jours pour présentation. M. Pelletier 389-2993.

FINANCEMENTS: Général Fonds de roulement commercial Refinancement commercial hypothécaire 1er et 2e. 487-3174

FONDS pour commerce, industrie, affaires, appartements, etc. Den. col Mtl: 342-1256.

FONDS pour commerce, industrie, affaires, appartements, etc. Den. col Mtl: 342-1256.

715 SERVICES FINANCIERS

LES INVESTISSEMENTS Mondor: rentez-vous par 17% sur vos placements immobiliers en tant que co-propriétaires, pour plus de détails appelez 725-8818 ou 741-4345.

718 ARGENT DEMANDÉ

PAYONS un taux sans compétition avec garantie, \$25.000 pour 3 ans. 354-4000.

725 TENUE DE LIVRES, DÉCLARATIONS D'IMPÔT

IMPÔT, tenue de livres. Bas prix. Richard: 274-0936.

IMPÔTS tenue livres, état financier, personnel qualifié. 287-9019

OPTIMATH ENR. Tenue de livres, impôt, par ordinateur. 424-1105

725 TENUE DE LIVRES, DÉCLARATIONS D'IMPÔT

R. GALIPEAU et associés, impôts, tenues de livres, succession. 722-1759, 722-5904.

SERVICE d'impôt à domicile par experts. 226-1038, 224-6716.

SERVICE pour relevé (TP-4), 727-4176.

Les gens d'affaires avisés font confiance à la rubrique des OFFRES D'AFFAIRES de LA PRESSE pour obtenir les MEILLEURS RÉSULTATS.

285-7111

INTERURBAIN SANS FRAIS 1-800-361-8013

ANNONCES ENCADRÉES 285-7000

Le toit coule?



il me faut la presse

La Baie et Simpsons congédient 500 employés

Acculés au pied du mur par les chaînes spécialisées, les grands magasins La Baie et Simpsons accusent des pertes financières importantes et tentent de sortir du guépier en centralisant leurs achats à Toronto et en congédiant 500 employés canadiens dont près de 175 à Montréal.

LAURIER CLOUTIER

Ces mises à pied s'ajoutent notamment à 1 600 autres effectuées par Simpsons l'automne dernier.

C'est que le problème n'est pas nouveau. Depuis des années, les chaînes spécialisées grugent le marché des grands magasins, des géants qui n'arrivent pas encore à se retourner.

L'achat de 75 p. cent de La Baie-Simpsons-Zellers par Woodbridge Co., de la famille Thomson (Thomson Newspapers), en mai 1979, n'a pas encore permis

de ramener le groupe à la rentabilité.

Trop de gros

Avec environ 40 000 employés, Hudson Bay perdait plus de \$165 millions après neuf mois d'opérations l'an dernier. Pour l'ensemble de l'année, Hudson Bay accusait un déficit de \$95 millions sur des ventes d'environ \$4,5 milliards mais réalise un profit au Québec.

« Les grands magasins sont devenus des dinosaures qui doivent disparaître ou se transformer radicalement », déclare l'analyste Kevin McAsey du courtier Midland Doherty. « Les licenciements actuels ne représentent que la partie visible de l'iceberg ».

Le vice-président John English a précisé qu'Hudson Bay congédie 300 personnes au Canada dont environ 60 au Québec. Chez Simpsons, 200 autres dont 75 à Montréal, indique le vice-président Roger Smith. Zeller's s'en tire.

Lorsque à la fin de janvier Lord Thomson a délégué un triumvirat, dont le président Ian Ronald de Zeller's, pour remplacer le président Donald McGivern, La Baie niait des mises à pied prochaines.

« Les grands magasins doivent faire un grand ménage », affirme Dave Shulman du courtier Geofrion Leclerc, comme Zeller's il y a cinq ans.

En plus d'affronter la vive concurrence, la compagnie privée Eaton fait face à une tentative de syndicalisation de ses magasins en Ontario.

Mais Eaton comme Sears ont déjà centralisé leurs achats à Toronto. Pour avoir tardé, le groupe La Baie accusera un déficit de l'ordre de \$95 millions en 1984, selon les analystes Peter Brodie de Capital Group et Kevin McAsey de Midland Doherty.

Vendez

Les analystes financiers appré-

cient le remue-ménage actuel mais Ross Cowan, du courtier Lévesque Beaubien, comme plusieurs de ses collègues, ne recommande plus les grands magasins aux investisseurs depuis des années.

« Les chaînes spécialisées ont connu l'an dernier une croissance de 9,5 p. cent contre de 4,0 à 4,5 p. cent pour les grands magasins. La reprise économique par ailleurs favorisait surtout l'automobile et les biens durables, comme les appareils électroménagers. Les grands magasins doivent changer leur gamme de produits mais ils ne le font pas assez vite ».

Les magasins à rayons « junior », comme Reitman's, Zellers, K-Mart et Tower, tirent leur épingle du jeu mais pas aussi bien que les chaînes de vêtements, comme Le Château, Dylex, etc.

Le vice-président Robert Tétreault du Groupe Cogem déclare

que la tendance générale dans le commerce de détail, c'est la spécialisation, et non la vente de masse, dans les boutiques, franchises, etc. Le marché se segmente partout.

Avec des revenus discrétionnaires plus élevés, les clients veulent des services personnalisés et des renseignements sur les meu-

bles, les articles de sports (Sports-Experts) et les aliments entre autres.

Or la centralisation des achats à Toronto pourrait éloigner les grands magasins de la clientèle locale, au Québec en particulier, craint le consultant torontois Leonard Kubas. Et que dire des commandes des fournisseurs québécois?

105 LICENCIÉS À BROMONT Mitel doit mettre à pied 180 employés

La firme canadienne Mitel, l'un des plus grands fabricants d'appareils de télécommunications au monde, vient de mettre à pied 180 employés, dont 105 à son usine de Bromont au Québec et 75 à celle de Kanata en Ontario.

MICHEL GIRARD

Ces employés étaient tous affectés à la fabrication de semi-conducteurs (circuits hybrides à pellicule épaisse et circuits intégrés).

À l'usine de Bromont, le licenciement touche le tiers des employés de l'usine. Mitel est établie à Bromont depuis 1976.

Selon Mme Diana Daghofer, directrice des relations publiques de l'entreprise, cette importante réduction d'effectifs est due au ralentissement général que connaît depuis plusieurs mois le marché des semi-conducteurs (circuits intégrés). Afin de diminuer ses coûts d'opération, la compagnie a également décidé de réduire ses inventaires. En conséquence, Mitel doit couper dans sa production de semi-conducteurs.

À moins d'un revirement surprise de situation, Mme Daghofer ne croit pas que les employés congédiés seront réembauchés.

L'usine de Bromont était fer-

mée hier alors que la direction de Mitel a rencontré les employés pour leur expliquer les raisons de cette mise à pied.

Les employés licenciés recevront évidemment une indemnité de départ: dépendant de l'ancienneté, les primes de séparation varieront de six semaines de salaire à trois mois et demi.

Depuis l'an dernier, Mitel, dont le siège social est à Kanata (Ontario), a été obligée de couper plus de 500 postes dans le but de réduire ses frais d'exploitation: ses effectifs à travers le monde sont passés de 5 800 à 5 250.

On se rappellera que Mitel avait, pour la première fois en dix ans d'existence, enregistré des pertes l'an dernier. Ces pertes avaient atteint les \$32 millions.

Le déficit de Mitel était attribuable à une expansion trop forte, à une trop grande augmentation des dépenses consacrées à la recherche et à la mise au point de nouveaux produits et à une entrée sur le marché fort difficile pour son commutateur téléphonique numérique SX-2 000.

Mitel, qui fabrique des semi-conducteurs, de l'équipement de télécommunications, des systèmes de commutation téléphonique et électronique d'avant-garde pour la voix et les données, a réalisé l'an passé un chiffre d'affaires \$342,6 millions.

L'ÉCONOMIE QUI S'ÉCRIT

Le virage technologique nous fera-t-il dérapier?

« Mais la plus désastreuse conséquence prévisible du virage technologique, c'est l'accroissement inouï de la concentration du pouvoir qui ne peut manquer de résulter de cette révolution, qui débouche ainsi sur une dictature technologique dont les maîtres d'œuvre sont les technocrates, scientifiques et experts... »

Géographe à l'Université Laval, M. Michel Jurdant n'y va pas de main morte non plus lorsqu'il décrit les « six cents ingénieurs assis bien sagement dans la grande salle du Hilton à Québec » pour écouter les propos anti-électronucléaires de M. Alfred Rouleau, à l'époque (juin 1980) président du Mouvement Desjardins: « Alfred Rouleau est sans doute un de ceux-là qui peuvent encore parler le langage du cœur... mais que vaut ce langage pour une femme bionique et six cents ordinateurs? » (en 1980 la Corporation professionnelle des ingénieurs du Québec était honorée d'avoir à sa tête Mme Bouchard.)

Mais là ne s'arrête pas la fougue verbale du professeur de géographie qui, puisque la technologie actuelle doit nous mener droit à la dictature, nous propose, lui, un virage écologique.

Et pas un petit virage s'il vous plaît, puisqu'il s'agirait d'un mode alternatif de vie par l'écologisation de l'économie, et s'appuierait sur l'autogestion, « impliquant l'appropriation communautaire des entreprises et des institutions... »

L'appropriation des entreprises

Que l'Armée rouge se transforme en armée verte à de quoi surprendre et l'on pourrait se demander ce que les camarades actionnaires des entreprises « communautarisées » penseraient de ce virage un peu trop sur l'aile (gauche)?

Car il faudrait, de surcroît, dans les changements, introduire « l'anti-productivisme impliquant le rejet de la société de consommation... »

Après une longue énumération de 13 qualificatifs destinés à démolir le modèle technologique actuel « industrialo-militai-

re », le professeur Jurdant nous offre un modèle technologique doux pour « libérer l'avenir de l'humanité ».



JEAN POULAIN

Quant aux scientifiques et chercheurs, qui actuellement encore nous « menacent » de leur dictature, il a prévu pour les circonscrire « d'établir des mécanismes qui permettront aux citoyens d'évaluer eux-mêmes le rendement des scientifiques, et à ceux-ci d'être évalués pour leur implication sociale... »

De plus, il « faudra procéder à une véritable divulgation de la science en encourageant la tenue des débats remettant la science et ses applications en question, et en rendant ceux-ci accessibles à la population... »

La recherche d'alternatives ne s'est pas heureusement résu- mée à l'intervention théâtrale du géographe Michel Jurdant, dans les communications présentées au colloque: « Les stratégies de reprise », de l'Association d'économie politique (AEP) qui s'est tenu en octobre 1983 à l'UQAM.

C'est ainsi que Diane Bellemare, présidente de l'AEP pour 1983-84 et professeur d'économie à l'UQAM a tenté de montrer que la crise de l'État-Providence a pour principal caractère la crise de la sécurité du revenu, elle-même crise du régime salarial.

Tous les participants se sont montrés des partisans convaincus du keynésianisme, sous son aspect d'intervention étatique de recherche du plein emploi, credo que tout le monde ne peut qu'approuver — il faut être pour la vertu — mais les voies suggérées pour atteindre cet objectif font froncer les sourcils, soit par leur rigueur (voir plus haut l'écologisation de l'économie) soit par leur caractère dénué de réalisme.

L'un d'entre eux, Paul Grell, règle d'après nous cette question, quand il affirme que le plein emploi « ne pourra exister que s'il y a réduction massive du temps de travail pour tous; » autant dire que cet objectif ne sera pas accepté. Les intervenants se sont opposés au conservatisme introduit par le néolibéralisme des États-Unis (reaganisme) et de la Grande-Bretagne (thatcherisme), mais que le Canada applique lui aussi sans lui donner de nom (le Boueyisme?) car ce faisant, « pour soulager la maladie, on a délibérément tué le malade... »

Ces transformations, selon Diane Bellemare et Céline Saint-Pierre dans l'introduction au volume regroupant les communications au colloque, conduisent entre autres à une diminution du rôle de l'État et à la privatisation: « Il ne suffit pas de les arrêter, pour retrouver un monde plus équitable il faut aussi proposer des changements alternatifs... »

Mais l'on connaît le type de changements proposés: c'est ainsi que pour baisser les taux d'intérêt (et ranimer l'activité et l'emploi), même s'ils sont élevés aux États-Unis, il suffit d'interdire les sorties de capitaux...! M. Mitterrand, en bon socialiste démocratiquement élu par les Français, a essayé le remède... pour dévaluer trois fois de suite le franc en deux ans.

Après l'État-Providence, l'État-gendarme

Suzanne de Brunhoff, chercheur au Centre national de la recherche scientifique de Paris, amène un point de vue plus personnel et intéressant.

Elle constate qu'au fond, avec son déficit, le président Reagan avec ses idées néo-libérales est, en pratique, un keynésien ou qu'en tout cas, la nature, le volume et le financement des dépenses publiques sont affectés par le rôle « impérial » des États-Unis, leader de l'Alliance atlantique.

L'intervention de l'État n'a donc pas diminué, souligne-t-

elle avec raison, (peut-être pourrait-on même dire qu'elle s'est accrue, financièrement parlant).

Mais ce qui a changé c'est l'objectif central des interventions étatiques, qui n'est plus le plein emploi ou la réduction de l'insécurité du travail, mais la diminution de la hausse des prix; on ne négocie plus un peu moins d'inflation contre un peu moins d'emploi, mais de se résigner à un certain niveau de chômage.

Par contre, les dépenses militaires accrues font que l'État-gendarme prend le relais de l'État-Providence.

Un intervenant suédois au colloque, M. Gösta Rehn, chercheur au Swedish Institute for social research de Stockholm, a souligné « avec une certaine exagération peut-être » qu'il ne s'agit pas d'une crise de l'économie mondiale mais plutôt d'une politique qui prendrait la forme « de ce que nous croyons être une crise: c'est le résultat d'une décision des gouvernements des grands pays de ne jamais viser le plein emploi parce que cela donnerait trop de pouvoir aux salariés et aux syndicats, ce que redoutent les capitalistes... car dans une économie de marché véritablement capitaliste, les salariés et les syndicats peuvent toujours créer l'inflation et menacer le taux de profit réalisé. »

Sa solution, pour de petits pays comme la Suède et le Canada, n'est ni le protectionisme ni l'austérité, mais de se faire plus compétitifs dans le monde, en mettant au travail les 10 ou 15% de personnes qui sont actuellement au chômage.

Merci, M. Rehn: depuis 20 ans le Canada parle d'élaborer une politique industrielle; c'est bien beau de le dire...

LES STRATÉGIES DE REPRISE

3e colloque de l'Association d'économie politique textes réunis et présentés par Diane Bellemare et Céline Saint-Pierre publié par

Les Éditions Saint-Martin, à Montréal.

Individuel Pour tous!

SSQ

Régime enregistré d'épargne-retraite sécuritaire

Termes de 1 à 10 ans

11.50%

Intérêt garanti jusqu'à

Intérêt composé sur demande

Renseignez-vous maintenant! Demandez notre brochure SECUREER.

Les bureaux de notre siège social seront ouverts tous les soirs jusqu'à 21h. du 25 février au 1er mars.

SSQ

Mutuelle d'assurance-groupe

SIÈGE SOCIAL: 2525, boul. Laurier, Sainte-Foy, Qué. G1V 4H6 Tél. 651-7000

SUCCURSALES: Québec 659-4363, Montréal-Centre 384-8150, Montréal-Estrie 521-7365

ÉPARGNE-RETRAITE



TRUST GÉNÉRAL

NOS REÉR SUSCITENT BEAUCOUP D'INTÉRÊT.

Vous avez déjà un REÉR dans une autre institution mais vous recherchez un rendement supérieur?

Un de nos conseillers financiers se chargera de le transférer sans frais au Trust Général.

Informez-vous sur nos fonds de placement en actions canadiennes.

• Taux d'intérêt élevés • Conseillers financiers

• Aucuns frais d'administration • Sécurité du capital et des intérêts • Fonds de placement en actions, en obligations

ou en hypothèques • REÉR autogérés • Aucuns frais de transfert

Les REÉR du Trust Général... un gage de rendement et de sécurité

TÉLÉPHONEZ-NOUS:

Succursales: Laval: Place du Carrefour 682-3200 • Ville Mont-Royal: Centre Rockland 341-1414 •

Outremont: 1, Vincent-d'Indy 739-3265 • Montréal/Place Ville-Marie: Galerie des Boutiques 861-8383 •

Montréal/University: 1100, University 871-7200 •

Conseillers: Montréal/Ahuntsic: 382-8000 • Longueuil: 651-9381 • Rivé-Sud/St-Hubert: 462-1880 • Granby: 378-8461

TOUT SUR LES REÉR DANS INFO-REÉR, LE BULLETIN GRATUIT DU TRUST GÉNÉRAL.

• Dépôts garantis • Int. an. • Min. 500 \$ • Taux sujets à confirmation

11 5/8 % 11 %
(3 ans)

10 5/8 %
(2 ans)

HEURES D'OUVERTURE SPÉCIALES:

Du 20 février au 1^{er} mars:
De lundi à vendredi: 9 h à 21 h.
Samedi: 9 h à 17 h.
DATE LIMITE: 1^{er} MARS

Institution inscrite à la Régie de l'assurance-dépôts du Québec

Lavalin et Hydro espèrent obtenir un contrat en Chine

■ (PC) — Un consortium de compagnies canadiennes espère signer un contrat avec le gouvernement chinois pour la réalisation d'études préalables à la construction d'un important complexe hydro-électrique, dont l'ampleur pourrait dépasser celui de la Baie James.

Le consortium, dirigé par Lavalin International, est constitué par Hydro-Québec International, SNC, Acres d'Ontario et B.C. Hydro. Le membership du consortium varie quelque peu selon la teneur des projets soumissionnés.

« On a fait des propositions en janvier pour deux ou trois pro-

jets et on a eu des indications selon lesquelles on obtiendrait quelque chose », a déclaré M. Marcel Dufour, président de Lavalin International.

Plusieurs pays industrialisés sont en concurrence, mais le groupe canadien a bon espoir d'obtenir une part du gâteau. « Ce serait un début, mais en Chine, on commence petit » a ajouté M. Dufour, qui refuse de commenter plus avant un contrat qui n'a pas encore été obtenu.

Une réponse du gouvernement chinois est attendue dans environ deux ou trois mois.

En 84, la production mondiale de céréales a augmenté de 8,5 %

■ ROME (AP) — La production mondiale de céréales a augmenté de 8,5 p. cent en 1984 pour atteindre un record de 1 milliard et 780 millions de tonnes contre 1 milliard et 641 millions de tonnes en 1983, a annoncé hier la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture).

La FAO prévoit une augmentation de la production de 4,3 p. cent pour la période allant de juillet 1984 à juin 1985, (de 1 milliard 813 millions de tonnes à 1 milliard et 891 millions de tonnes pour la période de juillet 1983 à juin 1984).

L'agence des Nations unies rappelle que selon ses estimations, la production de blé avait augmenté de 4,2 p. cent en 1984 par rapport à l'année 1983 (516 millions de tonnes contre 495 millions de tonnes).

La production de riz a augmenté de 2,7 p. cent, par rapport à 1983, (462 millions de tonnes en 1984 contre 450 en 1983).

une partie de cet accroissement étant due à la part en hausse de la production chinoise.

L'augmentation de la production de blé en Europe occidentale « due à des conditions idéales de culture » est venue largement compenser le résultat soviétique décevant, a estimé l'organisation.

La part de l'Amérique du Nord a légèrement diminué, car la hausse de la production des États-Unis n'a pas pu totalement contrebalancer la baisse de la production canadienne.

Selon les experts de la FAO, les cultures de blé d'hiver dans l'hémisphère nord semblent se dérouler dans de bonnes conditions, en dépit des températures extrêmes de décembre et janvier. En revanche, les conditions atmosphériques dans certains pays d'Afrique risquent de compromettre les prochaines récoltes.

CP Air se dénêche un président âgé de 38 ans, Donald Carty

■ « Veuve » depuis près de deux mois, la compagnie CP Air s'est dénchée un nouveau président en la personne de Donald Carty, âgé de seulement 38 ans, né à Toronto mais qui a fait carrière principalement au service de la société American Airlines aux États-Unis.

GILLES GAUTHIER

Son prédécesseur, Dan Colussi, avait pris par surprise les propriétaires, Canadien Pacifique Limitée, en annonçant le 26 novembre dernier qu'il quittait son poste le 31 décembre pour prendre la direction de UNC Resources en Virginie. Il demeure toutefois président du conseil d'administra-

tion de CP Air jusqu'à nouvel ordre.

M. Carty, qui entre en fonctions le 11 mars prochain au siège social de la compagnie à Vancouver, occupe à l'heure actuelle le poste de vice-président principal et contrôleur d'American à Dallas. Il est à l'emploi de cette compagnie depuis sept ans, dans le secteur de l'aviation depuis 1979 et auparavant dans celui des hôtels, pour l'ancienne filiale Americana Hotels. Ce qui est un acquis intéressant étant donné que CP Air est propriétaire de CP Hôtels, qui comprend notamment le Château Champlain à Montréal.

M. Carty a fait ses études primaires et secondaires à Toronto

et Montréal et il est diplômé de l'université Queen's de Kingston en Ontario et de la « Harvard Graduate School of Business Administration ».

Avant de s'expatrier, il avait travaillé à Montréal, pour Canadien Pacifique Limitée, Air Canada et Celanese.

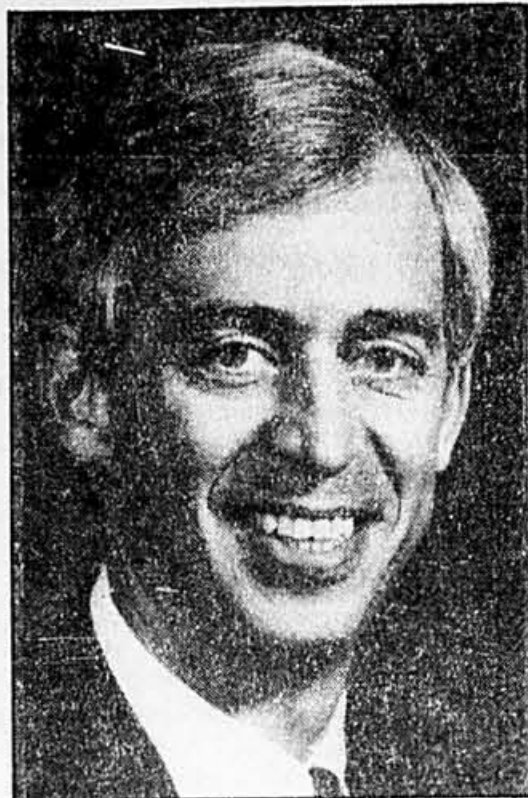
L'ex-président Colussi, Américain d'origine, avait également fait carrière dans l'aviation outre-frontière avant de se joindre à CP.

Géant de l'aviation commerciale, Américain, est au nombre des compagnies d'aviation qui ont instauré le système de deux niveaux de salaires pour les employés, les nouveaux arrivants étant payés selon un échelle de

différente et moins avantageuses que les autres.

CP Air a réalisé des profits en 1984 après avoir subi des pertes totales de \$78 millions pour les trois années précédentes. Sous la férule de M. Colussi, qui a passé un peu plus de deux ans à CP Air, le nombre d'employés avait chuté de 8 800 à 7 200. Une de ses décisions a été de vider Montréal de tous les agents de bord qui y résidaient en faisant de Toronto et Vancouver les pivots de la compagnie au Canada.

La compagnie est également devenue sous la présidence de M. Colussi propriétaire d'Eastern Provincial Airline (EPA), acquise au printemps de 1984 pour \$20 millions.



Donald Carty, président de CP Air

Gros ordinateurs: Honeywell reconnaît la supériorité d'IBM

■ Au moment où la société IBM (International Business Machines) vient de lancer sur le marché des nouveaux ordinateurs plus puissants encore, le président de la compagnie concurrente Honeywell, Edson Spencer, concède à IBM la suprématie dans le secteur des gros ordinateurs.

M. Spencer admet qu'IBM possède actuellement « un monopole virtuel dans le domaine des gros systèmes ». Sa compagnie répondra au nouveau IBM 3090 en distribuant un ordinateur fabriqué par NEC, une société japonaise.

Les fabricants américains de gros ordinateurs, à part IBM et Honeywell, sont Burroughs, Sperry (autrefois Univac), NCR et Control Data. L'industrie a vu, au fil des ans, IBM accaparer 75 p. cent du marché.

Selon les analystes, leur avenir se situe dans le service aux clients déjà acquis, ainsi que dans la spécialisation. Honeywell, par exemple, vient de lancer des systèmes de gestion électroniques d'usines. Des fusions d'entreprises, de même que des associations avec des compagnies étrangères ne sont pas à exclure.

Frederic Withington, consultant auprès

de la firme Arthur D. Little, estime qu'il faut voir le marché des gros ordinateurs dans une optique internationale de nos jours. Selon lui, il s'y fera une rationalisation mondiale.

Les gros ordinateurs peuvent accommoder jusqu'à 120 utilisateurs et coûtent plusieurs millions de dollars. Selon International Data, ils constituent 33 p. cent des \$43,9 milliards dépensés pour l'achat d'ordinateurs en 1983.

Il y a 20 ans, IBM et ses principaux concurrents déjà mentionnés, ainsi que General Electric et RCA, étaient nez à nez dans le marché des gros ordinateurs. A un certain moment,

Honeywell semblait sur le point de prendre les devants.

Mais lorsque IBM a sorti ses ordinateurs 360 en 1963, elle a révolutionné le marché. General Electric et RCA s'en sont retirés et le reste de la concurrence a vu sa part de marché baisser à 6 p. cent ou moins.

D'ailleurs, Peter Labe, un analyste chez Drexel Burnham Lambert, estime que les concurrents qui restent ne sont pas des véritables adversaires de IBM. Selon lui, le gros de leur chiffre d'affaires vient d'une clientèle captive, pour l'entretien d'ordinateurs déjà vendus ou l'ajout de systèmes additionnels à un ordinateur

central d'une compagnie donnée.

Les spécialistes prévoient que les concurrents d'IBM partiront, à l'occasion, à obtenir une croissance de revenus semblable à celle de IBM grâce au lancement de nouveaux produits.

Revenus US en hausse de 0,5 %

■ WASHINGTON (AFP) — Les revenus et les dépenses des Américains ont progressé respectivement de 0,5 et 0,6 p. cent en janvier, a annoncé hier le département du Commerce.

L'accroissement des revenus personnels a été attribué principalement à un relèvement en début d'année des traitements des fonctionnaires et des soldes dans l'armée. La progression des achats du public en janvier a été un peu moins forte qu'en décembre (0,8 p. cent) en raison sans doute, selon le département, de la vague de froid qui a sévi durant le mois sous revue. Enfin, le taux d'épargne des Américains s'est inscrit en janvier à 5,8 p. cent contre 6 p. cent en décembre.

Le RÉR géré du Guaranty Trust

19,2%

de croissance annuelle composée sur 10 ans

- Croissance du capital de 477%* en 10 ans
- Gain de 5,9%** en 1984
- Fonds sans frais d'acquisition

AUTRES RÉR DU GUARANTY TRUST

- RÉR à CPG — taux d'intérêt garanti

pour un terme fixe

- RÉR à intérêt quotidien — taux élevé d'épargne

- RÉR autogéré "spécial" — c'est vous qui décidez du contenu du portefeuille

*Du 1^{er} janvier 75 au 31 décembre 84, y compris le revenu.

**Du 1^{er} janvier 84 au 31 décembre 84, y compris le revenu.



"Appelez-nous... et découvrez la croissance"

Guaranty Trust

2000, rue Mansfield (Centre ManuVie) 285-1771
Ouvert les jours de semaine jusqu'à 20 h,
à partir d'aujourd'hui jusqu'au 1^{er} mars

Avez-vous votre copie ?

Le ministère de l'Expansion industrielle régionale (MEIR) vient de publier un Document de consultation sur la petite et moyenne entreprise.

A propos du document...

Ce document sert de point de départ à une série de consultations que le ministre d'État (Petites entreprises), monsieur André Bissonnette, entreprendra bientôt dans les grands centres du Canada.

Pourquoi est-ce important?

En vue d'améliorer et de renforcer l'environnement de la petite entreprise, vous pouvez nous aider à identifier les questions-clés, les priorités et les dossiers de grande importance.

Comment l'obtenir...

Pour obtenir une copie gratuite du Document vous pouvez vous adresser au bureau régional du MEIR ou au bureau de la Banque fédérale de développement le plus proche, ou encore remplir le bon de commande ci-dessous.

Comment faire connaître vos commentaires...

Pour faire part de vos commentaires, écrivez au Secrétariat à la petite entreprise, 235, rue Queen, Ottawa K1A 0H5 ou téléphonez à frais virés à (613) 995-9197.

Procurez-vous le document, lisez-le, faites vos commentaires

Poster à :
Secrétariat à
la petite entreprise
235, rue Queen
Ottawa K1A 0H5

Adresser ma copie à :

Nom : _____

Adresse : _____

Ville : _____

Province : _____

Code : _____



Gouvernement
du Canada
Expansion Industrielle
régionale

Gouvernement
of Canada
Regional Industrial
Expansion

Canada

Pas besoin de faire la queue... Aucuns frais • Placement garanti à 100% avec boni.

REÉR



JUSQU'À

11 15%

3 ANS

Sous réserve de modifications



Coopérants
Ça c'est de l'assurance!

Province 1-800-361-8680

Plus de 350 représentants compétents pour vous servir à domicile • 287-6730

Gilles Vaillancourt président du CODEL

Le maire Claude Lefebvre a confié au vice-président du comité exécutif de la Ville la présidence de la Corporation de développement économique de Laval (CODEL), dont la principale tâche sera de convaincre les industriels à venir s'établir dans l'île Jésus. CODEL remplace le commissariat industriel.

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

M. Gilles Vaillancourt, un homme d'affaires, sera secondé dans ses fonctions par quatre autres personnes: Marcel Laforest, directeur régional (secteur nord) du Gaz métropolitain, ex-président de la Chambre de commerce locale et vice-président de l'Office de développement du tourisme; Pierre Desroches, vice-président (gestion réseau) de la Banque Nationale du Canada; Gilles Lacroix, producteur sous serres et administrateur de l'OPA Laval; et Yvon Tremblay, élu municipal et conseiller en administration publique.

Une fois complété, le conseil d'administration de CODEL

sera composé de 20 personnes: 18 représentants du monde des affaires et deux élus municipaux. C'est la première fois qu'une ville met entièrement entre les mains des hommes d'affaires son développement économique. CODEL a un pouvoir exécutif.

Le président de la Chambre de commerce de Laval, Jean-Pierre Sauriol, s'est dit heureux du départ officiel de la CODEL. Il a profité de l'occasion pour souligner que l'organisme qu'il préside continuait toujours ses démarches afin que Laval ne soit plus désignée « région 1 » par Ottawa. Cette classification prive les investisseurs de subventions du fédéral lorsqu'ils viennent s'établir à Laval, ce qui risque d'avoir des conséquences désastreuses pour l'économie de la deuxième ville du Québec.

« Si Ottawa veut maintenir sa décision, qu'il désigne également « régions 1 » toutes les autres municipalités environnantes, y compris la CUM. De cette façon, tout le monde sera sur un même pied dans une même région », conclut M. Sauriol.

MODERNISATION DU CENTRAL DE PONT-VIAU Des abonnés de Laval bénéficient du nouveau service électronique de Bell

À l'instar des résidents de plusieurs autres municipalités, quelque 10 500 abonnés de Bell Canada à Laval peuvent maintenant compter sur un nouveau service électronique qui permet la mise en attente, le renvoi automatique, la conférence à trois et la composition abrégée.

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Les citoyens lavallois ainsi fa-

vorisés sont ceux dont les échanges téléphoniques commencent par 662 ou 669. Bell a investi \$6 millions pour moderniser son central de Pont-Viau, notamment pour remplacer son commutateur « pas-à-pas » par un DMS-100. Installé au début des années 40, le système « pas-à-pas » à Laval avait atteint sa capacité maximale.

Le nouvel équipement ultra-moderne entraîne quelques petits changements de fonctionnement. La tonalité, par exemple, est lé-

gèrement différente et il faut commencer à composer dès qu'elle se fait entendre.

Promotion

De plus, moyennant un supplément mensuel, un domicile peut être doté d'un renvoi automatique, c'est-à-dire que, quand on quitte la maison et qu'on désire recevoir ses appels là où l'on va, on n'a qu'à composer un code et le numéro de téléphone de l'endroit où l'on se rend.

Autre avantage: quand on est au téléphone et qu'une autre per-

sonne cherche à nous joindre, un signal se fait entendre, de sorte qu'en composant un chiffre on peut prendre le message ou mettre en attente. La conférence à trois et la composition abrégée sont également possibles.

Afin de mieux faire connaître son nouveau système, Bell Canada lancera dans quelques jours une campagne de promotion: du 1er mars au 13 avril, un abonné touché par le nouveau DMS-100 n'aura pas à payer les \$14,25 de frais d'administration.

MARCHÉS BOURSISERS

Le marché réagit aux bénéfices d'IBM

La tendance a évolué en dents de scie hier à Wall Street dans un marché actif. En déclin initial de près de quatre points, l'indice des valeurs industrielles gagnait plus de sept points à la mi-séance mais a ensuite progressivement cédé une partie de ces gains. Cet indice s'est établi, à 1283,13, en hausse de 2,54 point. Quelque 118 millions d'actions ont été échangées. Hausses et baisses se sont à peu près équilibrées: 789 contre 787. 421 titres ont été inchangés. La remontée d'IBM, qui a gagné 1 1/4 à 133 3/4 après avoir prévu des bénéfices annuels solides en 1985 malgré quelques difficultés au premier semestre, et des résultats encore meilleurs pour 1986, a été à l'origine du raffermissement des valeurs. Les investisseurs avaient auparavant accueilli avec prudence les déclarations du président de la Réserve fédérale, Paul Volcker, selon lesquelles la Fed, tout en abandonnant le relâchement du crédit pratiqué l'année dernière, n'avait pas l'intention d'adopter une politique plus restrictive. Loews a progressé de 5 à 132. American Petrofina a monté de 1 1/2 à 62. Lockheed a chuté de 2 1/2 à 49 1/2. United Technologies a perdu 1 1/2 à 42 1/2. Parmi les canadiennes, Ashland Oil gagne 1/4 à \$29 1/4; Canadian Pacific Enterprises 1/2 à \$21; MacMillan Bloedel 1/2 à \$50 1/2 et West-coast Transmissions 3/4 à \$11 3/4. Alcan cède 3/4 à \$29 3/4; Canadian Pacific Ltd 1/4 à \$43 1/2 et Northern Telecom 1/2 à \$38 3/4.

Cascades Inc. en vedette à Montréal

L'indice général du marché a fini la journée hier en hausse de 0,44 point, à 131,54. En tout 2 280 851 actions ont changé de main, contre 2 244 681 la veille. Les services publics gagnent 1,75 à 127,02, les mines 0,29 à 125,77, les banques 0,26 à 125,02 et les pétroles 0,18 à 125,11, mais les forstières perdent 1,01 à 154,89 et les industrielles 0,24 à 119,48. Le titre Cascades Inc., en hausse de 3/4 à \$14 3/4 a été traité à 104 810 exemplaires. Alcan perd 3/4 à \$39 3/4, PanCanadian 1/4 à \$28 3/4, CP Ltd 1/4 à \$59 3/4, Denison Mines B 1/4 à \$13 1/2, Northern Telecom 1/4 à \$52 et Placer 1/4 à \$24 1/4. A l'opposé,

Redpath gagne 1 à \$34, TransAlta 1/2 à \$26, Seagram 3/4 à \$57 et Bell Canada Enterprises 1/4 à \$37 3/4. Banque de Mtl est inchangé à \$27, Banque impériale à \$31, Echo Bay Mines à \$13 1/2 et Long Lac Minerals à \$28. Finalement, les gains l'emportent sur les pertes par 143 contre 102 et 105 titres sont stationnaires. Dans les juniors: Bateman gagne 2,5 cents à 21 cents, Cartier Resources baisse de 0,5 cent à neuf cents, et North American Rare Metals Ltd est inchangé à 10 cents.

L'indice composé poursuit sa poussée à Toronto

La tendance était à la hausse et les affaires animées, hier à la Bourse de Toronto. L'indice composé a enregistré un gain de 5,02 points, à 2614,72. Le volume des échanges est monté à 13,39 millions d'actions, contre 11,16 millions le jour précédent. Dans les industrielles: Union Enterprises gagne 1/4 à \$12 1/4; Fathom Oceanology 45 cents à \$4,05; Inco 1/4 à \$18 3/4; Bell Enterprises 3/4 à \$37 3/4 et Moore Corp. 2 3/4 à \$69 3/4. Alcan perd 3/4 à \$39 3/4; Cominco 1/4 à \$15 1/4; Northern Telecom 1/4 à \$52; Canadian Pacific Ltd 1/4 à \$59 3/4 et Pembina Resources 1/4 à \$17 3/4. Dans les mines: Placer Development gagne 1/4 à \$24 1/2 et Cartier Resources un cent à neuf cents. Granges Exploration perd cinq cents à \$4,45. Dans les pétroles, Bluesky Oil and Gas gagne 20 cents à \$4,65; Canadian Jorex 10 cents à \$4,05 et Lova Cap Resources 22 cents à \$1,19. Asamera Inc. perd 1/2 à \$10 1/4.

Marché calme à Vancouver

Les cours ont fléchi dans une activité légère, hier à la Bourse de Vancouver. Les échanges ont porté sur 8 173 093 actions. Le décompte s'établit ainsi: 148 titres en hausse, 228 en recul et 421 stables. L'indice global a fini la séance à 908,56, un gain de 0,14 point.

SODEQ: \$230 000 dans Laval-Lanaudière

Depuis sa fusion, le Premier Groupe SODEQ (Société de développement d'entreprises québécoises) a injecté \$230 000 dans la région Laval-Lanaudière.

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

et il étudie actuellement une douzaine de projets qui nécessiteront des investissements de \$2 millions.

C'est ce que vient de révéler le directeur général de SODEQ à l'issue d'une réunion de son conseil d'administration tenue au Sheraton Laval. Jusqu'en avril dernier, le Québec comptait six SODEQ. Elles se sont depuis regroupées sous la raison sociale « le Premier Groupe SODEQ », avec siège administratif à Longueuil.

M. Pierre-André Pomerleau a profité de son passage à Laval pour souligner que SODEQ avait fait, pour le deuxième trimestre de sa fusion, soit du 1er juillet au 31 décembre, \$193 000 de bénéfices nets. « Ce qui augure très bien pour l'avenir », a-t-il dit.

L'organisme vise uniquement l'industrie manufacturière. Son territoire, situé entre La Beauce et les Laurentides, est divisé en six secteurs: Beauce, Estrie-Bois-Francs, Saint-Jean, Longueuil, Laval et Lanaudière-Laurentides, dont les bureaux sont situés à Joliette.

La directrice du bureau de Laval est Diane Perreault.

Vraiment supérieur, le

Tandy 1000... est ce que le PC d'IBM n'a jamais été; économique

Seul Tandy/Radio Shack peut vous offrir les performances et le choix de progiciels du PC d'IBM sans que vous ayez à en payer le prix. Seul Tandy/Radio Shack possède le soutien et l'expérience technique pour vous offrir les performances MS-DOS à un prix révolutionnaire.

Tandy 1000 avec 128 K.
1 unité de disque et
logiciel Deskmate

1749⁰⁰

Ecran vendu séparément

...et prêt à l'emploi.

Le Tandy 1000 a tout ce qu'il vous faut. Avec le logiciel Deskmate intégré, vous pouvez vous en servir dès la première journée. Avec traitement de texte, analyse par tableaux, classement électronique, télécommunications, calendrier et courrier électronique. Le tout sur un disque. Seul le Tandy 1000 vous donne le premier pas en logiciel — le Deskmate.



IBM, MD enregistrée par International Business Machines Corp.

TANDY/Radio Shack
DIVISION ÉLECTRONIQUES TANDY LIMITÉE

CENTRES D'ORDINATEURS RADIO SHACK:
Montréal 1255 rue Guy, 931-4494 • 2001 rue University,
849-2031 St-Laurent 8092 Voie de service sud, 337-2741 •
Centre d'achats Greenfield Park 465-0441 Laval 1970 boul.
St-Martin, 687-4454

Magasins Radio Shack 'Plus' Centre d'ordinateurs:
Sherbrooke 562-3677 St-Bruno 653-4122 Rosemère 437-1211
Trois-Rivières 379-3036 St-Laurent 332-0246 Laval 688-6646

Dr. PIERRE BÉDARD
M.D. F.R.C.S. (C)

- Chirurgien
- Transplantation de cheveux

279, Sherbrooke ouest
bureau 407
Montréal — H2X 1Y2

(514) 842-8449

**Programme de
formation
de technicien
de marine (Génie)**



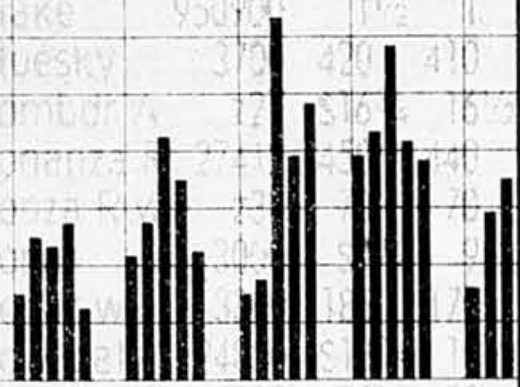
Un programme commun de l'Institut de marine du CEGEP de Rimouski et des Forces armées canadiennes.

- Les avantages du programme... Ce programme offre à l'étudiant du secondaire une éducation subventionnée débouchant sur un emploi dans la marine canadienne avec un avancement très rapide.
- Les exigences du programme... Vous devez remplir les conditions d'admission de l'Institut de marine du CEGEP de Rimouski. Les cours de secondaire pour l'entrée à l'université sont requis (français 122, mathématique 122 et physique 112). Vous devez aussi satisfaire à la norme d'entrée des Forces armées canadiennes. Vous devrez effectuer trois ans de service obligatoire dans les Forces armées canadiennes après avoir obtenu votre diplôme.
- Pour plus de renseignements, visitez le centre de recrutement le plus proche de chez vous, ou téléphonez à frais virés — Consultez les pages jaunes, sous la rubrique Recrutement.



STRATÉGIES DE PLACEMENTS

par
Nicole Nadeau
M.Sc. Econ.



LEÇON 6

EXTRAORDINAIRE! LES ACTIONS ORDINAIRES

RIEN DE COMPLIQUÉ AVEC L'ACTION ORDINAIRE

Rien de compliqué avec l'action ordinaire: son détenteur est le propriétaire d'une compagnie limitée et assume tous les droits et responsabilités que ce statut lui confère.

Puisque la compagnie est limitée, la liste des responsabilités de l'actionnaire l'est tout autant: elle se réduit en fait à sa mise de fonds qui constitue la somme maximale qu'il peut lui être donné de perdre. Mais, trêve de pessimisme et passons plutôt aux privilèges inhérents à l'action ordinaire.

L'actionnaire jouit d'un droit de vote dont le poids sera proportionnel au nombre d'actions détenues. Ce droit de vote s'exerce lors de l'élection des administrateurs ainsi que lors de décisions importantes telles qu'acquisitions et fusions. La démocratie règne dans toute sa splendeur, inviolable, d'autant plus qu'il s'agit ici de la règle de la majorité des actions votantes et non de celle du nombre des actionnaires.

L'actionnaire sera informé des affaires de sa compagnie dont les prospectus, bilans annuels et trimestriels, rapports, etc. viendront périodiquement gonfler la boîte aux lettres. Il sera également invité à participer aux assemblées des actionnaires qui ont généralement lieu au siège social de la compagnie. Si vous tenez à y assister, évitez les actions minières, pétrolières et étrangères dont le siège social risque de se situer à 5,000 kilomètres de votre résidence.

L'actionnaire peut disposer de ses actions comme bon lui semble. Qui plus est, les actions ordinaires sont **non-rachetables** et en ce sens, l'actionnaire ne peut être forcé de se défaire de ses actions. Il est à noter par contre que la règle de la majorité s'applique ici, brutale, et que si les 2/3 des actions votantes penchent en faveur d'un échange, d'une fusion ou autre, il faudra alors se soumettre à sa décision. Ici comme ailleurs, la dictature de la majorité ne fait pas d'exception ou bien peu.

Deux types de certificats d'actions

Le certificat de propriété que constitue l'action peut être immatriculé au nom de l'actionnaire ou au nom de la maison de courtage qui lui a servi d'intermédiaire. Ce document, souvent haut en couleurs, est toujours gravé sur du papier de haute qualité dans le but d'éviter la contrefaçon.

Lorsqu'il est immatriculé au nom de l'actionnaire et à son adresse, le certificat d'action pourra lui être livré ou gardé dans les coffres de sa maison de courtage **moeyonnant certains frais de garde pouvant s'élever jusqu'à \$250 par année ou plus.** La documentation et les dividendes émanant de la compagnie seront acheminés directement à l'adresse de l'actionnaire.

Lorsqu'immatriculé au nom du courtier, les certificats d'actions qui ne sont pas livrés sont gardés par la maison de courtage **sans aucun frais.** Cet arrangement facilite échanges et transactions mais dans ce cas, documentation et dividendes seront acheminés vers le courtier et c'est à lui que l'actionnaire devra les réclamer.

C'EST PARTI LES ACTIONS MONTENT!!!

Au fur et à mesure que les bénéfices de la compagnie augmentent, qu'elle commence à être l'objet d'enthousiasmes articles dans les journaux financiers et que ses perspectives d'avenir s'annoncent de plus en plus brillantes, un nombre grandissant d'investisseurs s'intéressent à l'action et, par le jeu de l'offre et de la demande, en font augmenter le cours jusqu'à des niveaux inimaginables. En 1976, l'action de la compagnie C.A.E. se vendait avec difficulté au prix de \$0.66. Elle en vaut aujourd'hui \$172.20, bien qu'elle se transige à \$14.35 en raison des nombreux fractionnements qui ont ponctué sa fulgurante carrière.

Le fractionnement

Le fractionnement d'actions est une opération plus simple que consiste, par exemple dans le cas d'un fractionnement de 2 pour 1, à diviser le prix par 2 et à doubler le nombre d'actions en circulation. Ainsi, si une action valait \$50 et qu'on la fractionnait à 2 pour 1, son cours s'établirait alors à \$25 et chacun des actionnaires se verrait remettre une action supplémentaire.

L'objectif du fractionnement consiste à élargir le marché de l'action en la rendant, en raison de son prix moins élevé, plus accessible à un plus grand nombre d'investisseurs.

LE PARTAGE DU GÂTEAU

Il va sans dire que, de tous les droits, celui de participer à la croissance de la compagnie via une augmentation des dividendes ou de la valeur des actions constitue celui qui retient le plus, pour ne pas dire toute, l'attention. Qu'arrive-t-il donc lorsqu'il y a profits ou augmentation des profits?

Les dividendes

Dès que l'appétit des créanciers détenteurs d'obligations et d'actions privilégiées est satisfait, c'est au tour des détenteurs d'actions ordinaires de se partager les restes. Cependant, ici comme ailleurs, il faut prévoir pour l'avenir et les administrateurs de la compagnie peuvent décider de réinvestir une partie ou la totalité des bénéfices restants. En d'autres mots, les bénéfices de la compagnie pourront être **répartis ou non-répartis** selon les besoins de cette dernière tels que perçus par son conseil d'administration élu par ses actionnaires.

Le pourcentage des bénéfices répartis variera selon l'âge de la compagnie et ses besoins. Il n'est pas rare de voir une compagnie en voie de développement réinvestir la totalité de ses profits contrairement à une compagnie solidement établie qui pourra aller jusqu'à verser avec la régularité d'une horloge (suisse) les 2/3 de ses bénéfices sous forme de dividendes tous les trois mois.

Les petits extras

Il n'existe aucune obligation légale de verser une partie ou la totalité des profits nets aux détenteurs d'actions ordinaires. Certaines compagnies moins sujettes aux refroidissements économiques, tels que les services publics, se font toutefois un devoir de verser des **dividendes réguliers** à dates fixes.

Il n'en est pas de même en ce qui concerne les compagnies dites cycliques évoluant surtout dans le secteur des ressources naturelles qui, en moins de temps qu'il ne faut pour augmenter le prix du pétrole ou le diminuer, passent de florissantes à moribondes. Prudentes au cœur de bouleversements politiques et technologiques, ces dernières ne s'engageront qu'à verser de minimes dividendes quitte à récompenser l'actionnaire de sa patience maintes fois éprouvée au moyen de **dividendes supplémentaires** au cours des bonnes années. Est-il besoin d'insister sur le fait que ce genre d'activité aura pour effet d'exacerber la volatilité de ces titres qui en sont d'autant plus recherchés.

Dividendes en actions

Il arrive fréquemment que des compagnies en pleine croissance choisissent de payer des dividendes en actions plutôt qu'en bons vieux dollars canadiens. Elles font, ce faisant, d'une pierre deux coups puisqu'elles minimisent les sorties de fonds liquides tout en satisfaisant ceux de leurs actionnaires à la recherche de revenus. Ces derniers peuvent toujours en effet revendre leurs actions sur le marché et, ce faisant, encaisser leurs revenus de dividendes. Mauvaise nouvelle: les dividendes en actions sont soumis aux mêmes règles fiscales que leur équivalent liquide.

Qui a droit aux dividendes?

Dans le cas d'obligations, le revenu d'intérêt revient jour pour jour au détenteur de l'obligation. S'il fallait que l'obligation soit achetée sur le marché secondaire quelques jours après la dernière date du versement des intérêts, il reviendrait à l'acheteur de verser l'intérêt couru au vendeur de l'obligation puisque c'est l'acheteur qui recevra la totalité des intérêts à la prochaine date de versement.

Il n'en est pas du tout de même en ce qui concerne le paiement des dividendes. En effet, lorsque la compagnie émet un avis de dividendes, elle s'engage à verser les dividendes aux **actionnaires inscrits** à une date précise. Dans le but de laisser suffisamment de temps à la compagnie pour établir la liste de ses actionnaires inscrits, la Bourse fixe une **date ex-dividende** généralement **4 jours avant la date d'inscription**. Pour être éligible, il faut donc avoir acheté l'action avant la date ex-dividende puisqu'après cette date, le dividende reviendra au vendeur, qui, lui, est inscrit, plutôt qu'à l'acheteur qui ne l'est pas.

Le lecteur astucieux a certainement remarqué qu'il suffisait de se procurer l'action une journée avant qu'elle ne devienne ex-dividende et de la revendre le lendemain pour être en mesure de recevoir le dividende. Puisqu'il n'est (malheureusement) pas le seul à y avoir pensé, le prix des actions tend à être gonflé d'une valeur égale au dividende avant la date ex-dividende pour perdre tout son embonpoint le lendemain. L'un dans l'autre, et surtout en considérant les commissions à payer, ce genre de manoeuvre risque d'être fort peu profitable.

En principe, cette opération qui revient à «changer 4 trente sous pour un dollar» ne devrait en rien affecter le cours futur d'une action. Pourtant, il existe une croyance bien ancrée qui veut que le fractionnement soit généralement suivi d'une flambée du prix de l'action fractionnée.

Dans son étude des phénomènes du marché boursier, Norman G. Fosback (Market Logic) soutient que cette croyance relève davantage du mythe non fondé que d'observations statistiques des cours des actions après leur fractionnement. En fait, Fosback soutient que plus le nombre de fractionnements est élevé, plus il est probable que le prix des actions soit surévalué et que ce phénomène corresponde à un sommet du marché boursier.

Les fractionnements sont chose courante bien que certaines compagnies refusent d'y recourir pour des questions de prestige.

Dans le même ordre d'idées, il existe d'autres compagnies, moins heureuses, qui, en raison des prix définitivement bas de leurs actions, décident de recourir à un regroupement d'actions. Il s'agit là d'une pratique courante chez les petites compagnies minières ou pétrolières toujours en phase d'exploration malgré plusieurs amères déceptions. Dans leur cas, un regroupement sur une base 4 pour 1 augmenterait le prix d'une action se transigeant à 25 cents à \$1.00 tout en réduisant proportionnellement le nombre d'actions en circulation.

COMMENT PASSER À L'ACTION?

De qui acheter ses actions, à quel prix, quand et comment? Bien qu'il n'y ait pas de réponse toute faite à ces questions, il est bon de réviser les différents canaux à travers lesquels il sera possible de faire des acquisitions d'actions et de s'en défaire.

Les courtiers

La façon la plus courante de se procurer des actions est de le faire par l'intermédiaire d'un courtier en valeurs mobilières moyennant une commission qui variera d'une maison à l'autre. De façon générale, il existe une commission minimale qui augmente avec le nombre d'actions et la valeur de la transaction. La commission qui se situera entre 1 et 2% de la valeur totale de la transaction sera négociable lorsque la valeur de la transaction le justifiera.

Les courtiers escompteurs qui ont fait leur apparition en 1983 sont en mesure d'effectuer toutes vos transactions à moindre coût. Leur rôle se limite par contre à recevoir vos instructions et à les exécuter.

Combien d'actions faut-il acheter?

Il est préférable, mais non obligatoire, de se procurer des actions par **lots réguliers**. Comme en témoigne le tableau **Lots de négociation**, le lot de négociation pour les actions se transigeant à moins de 10 cents s'élève à 1000 actions alors qu'il est de 100 actions pour les actions se transigeant entre \$2.00 et \$100. Il n'est évidemment pas interdit d'acheter ou de vendre des lots irréguliers ou fragmentaires mais l'investisseur y perdra quelques cents par action à chaque transaction.

Lots de négociation

	LOT REGULIER	
	MONTRÉAL	VANCOUVER
Actions		
SE TRAITANT:		
— A MOINS DE 10 CENTS	1,000	500
— A 10 CENTS ET PLUS MAIS A MOINS DE \$1	500	500
— A \$1 ET PLUS MAIS A MOINS DE \$2	100	500
— A \$2 ET PLUS MAIS A MOINS DE \$100	100	100*
— A \$100 ET PLUS	10	100*

* A l'exception de certains lots réguliers d'une quantité spéciale susceptibles d'être indiqués individuellement. (Institut Canadien des Valeurs mobilières)

A vos ordres!

Vous avez tous les droits lorsque vous vous adressez à un courtier en valeurs mobilières ou à un courtier escompteur, sauf de l'insulter!

Vous pouvez, par exemple, spécifier le prix auquel vous désirez que votre transaction s'effectue et il s'agira alors d'un **ordre à cours limité**. Il faudra évidemment trouver preneur ou vendeur au prix demandé et s'il n'en existe aucun, rien ne garantit que votre transaction sera exécutée dans les délais que vous avez prévus.

Si, de toutes les vertus, la patience n'est pas celle qui vous caractérise ou si vous tenez mordicus à vendre ou acheter pour quelque raison (claire ou obscure) que ce soit, alors, l'**ordre au marché ou mieux** vous ira comme un gant. Elle sera en effet exécutée coûte que coûte au meilleur prix possible au moment de son exécution.

L'**ordre valable jour** ne sera considéré que jusqu'à la fermeture des marchés boursiers pour être immédiatement annulé alors que l'**ordre valable jusqu'à révocation** demeurera en vigueur jusqu'à ce que vous l'annuliez vous-même. Attention de ne pas l'oublier!

L'**ordre ouvert** ne se donne que dans le cas de commandes à cours limité et des que le cours demandé est atteint, l'ordre en devient un au marché.

Il existe toute une série de combinaisons d'ordres plus ou moins fréquemment employés tels que l'**ordre tout ou rien**, l'**ordre valable pour une durée limitée**, l'**ordre d'abord et ensuite**, impliquant deux transactions à faire à tour de rôle, etc., etc.

Les régimes de réinvestissement de dividendes

Certaines compagnies solidement établies ont mis sur pied au cours des années 1970 des régimes de réinvestissement de dividendes selon lesquels leurs actionnaires sont invités à réinvestir leurs dividendes en achetant des actions ordinaires de ces mêmes compagnies, de même qu'à faire des contributions sur une base régulière dans le but d'acquiescer des actions directement de la compagnie émettrice. Ces achats d'actions qui se font à dates fixes, à un prix moyen parfois escompté, s'effectuent directement avec la compagnie, évitant ainsi à l'actionnaire les frais de commission inhérents à toute transaction sur le marché secondaire. L'actionnaire devra par contre s'adresser à un courtier au moment de la vente de ses actions.

Les droits de souscription

Il arrive qu'une compagnie distribue à ses actionnaires des droits de souscription (rights). Ces derniers lui permettent d'acheter des actions à un prix, le **prix de levée**, généralement inférieur à leur cours au marché. La **période d'exercice** du droit peut varier de 4 à 6 semaines à la suite desquelles le droit expire à la **date d'expiration**.

Tout comme dans le cas des dividendes, la compagnie annonce l'émission des droits et fixe la date d'expiration des actionnaires. Les actions se transigeront **ex-droits** à partir du **quatrième jour** avant la date d'expiration.

En raison de la différence entre le prix de levée et le prix au marché de l'action, on dira des droits de souscription qu'ils ont une **valeur intrinsèque** égale à cette différence, compte tenu du nombre d'actions que chacun des droits permet d'acheter.

Les droits de souscription sont négociables et s'échangent conséquemment sur les marchés boursiers à des prix voisins de leur valeur intrinsèque. Leur détenteur pourra donc choisir entre l'exercice du droit ou sa vente.

Les droits d'achat

Les droits d'achat (warrants) apparaissent généralement dans le cadre de nouvelles émissions d'obligations, d'actions privilégiées et ordinaires. Ils sont comme les droits de souscription immédiatement détachés de ces titres et se transigent par la suite sur le marché.

Le droit d'achat jouit d'une durée de vie beaucoup plus longue que le droit de souscription

pouvant aller jusqu'à une dizaine d'années. En général, le prix de levée du droit d'achat se situe à un niveau inférieur au prix de l'action ordinaire. Pour cette raison, on dira qu'il se vend à **prime** et on l'achètera alors que l'espoir de voir le prix de l'action sous-jacente atteindre et dépasser le prix de levée. Ce n'est qu'à partir de ce moment que le droit d'achat acquiert une valeur intrinsèque. Son détenteur aura le choix entre exercer son droit ou le revendre sur le marché, à profit.

Emprunter pour acheter des actions

Est-il bon d'emprunter pour acheter des actions? La réponse est OUI si le prix des actions augmente et NON dans le cas contraire! En fait, les achats à la marge sont réservés aux spéculateurs et investisseurs audacieux disposés à assumer de plus grands risques dans l'espoir de réaliser des profits que leur situation financière actuelle ne leur permettrait pas.

Les maisons de courtage offrent à leur clientèle la possibilité d'ouvrir des comptes sur marge et d'emprunter pour des achats de titres mobiliers. En fait, les courtiers sont disposés à prêter jusqu'à 50% de la valeur du portefeuille du client lorsque le prix des actions qui s'y trouvent s'élève à plus de \$3.00. Pour des actions de moindre valeur, la marge avancée par la maison de courtage diminue alors que, pour des obligations, elle sera plus élevée, pouvant atteindre 90% dans le cas des titres fédéraux. La maison de courtage percevra un intérêt sur le montant prêté généralement établi à 1% de plus que le taux privilégié.

Imaginons un instant que vous décidiez d'ouvrir un compte sur marge et de procéder à l'achat de 100 actions de la compagnie XYZ qui se transigent à \$10 l'unité. Tel qu'en témoigne le tableau **Opérations sur marge**, l'avance de la maison de courtage, de même que la vôtre, s'élèvera à \$500.

Opérations sur marge

Coût total (10 x 100)	\$1,000
Avance du courtier	\$500
Avance du client	\$500
Total	\$1,000
Kaasse du prix de l'action à \$20	
Avance du courtier (.50 x \$2,000)	\$1,000
Avance du client	0
Total	\$1,000
Baisse du prix de l'action à \$5.00	
Avance du courtier (.50 x \$500)	\$250
Avance du client	\$500
Découvert de marge	\$250

Si le prix de l'action s'élève à \$20, l'avance du courtier en ferait de même jusqu'à \$1,000. Il vous serait alors possible d'encaisser un profit net de \$500 sans même vendre vos actions. En liquidant vos actions, vous réaliseriez un profit de \$1,500 sur la base d'un capital investi de \$500. Il faudra évidemment tenir compte des frais d'intérêt et de commission dans le calcul du profit net.

Imaginons, au contraire, que le prix des actions diminue jusqu'à \$5.00. Dans ce cas, la marge avancée par la maison de courtage diminue proportionnellement pour s'établir à \$250. Votre compte serait alors à découvert de \$250 et vous recevrez alors un **appel de marge** vous invitant (fortement) à avancer à votre tour les \$250 manquants. A défaut de vous plier à cette exigence, la maison de courtage procédera à la vente des actions sans appel pour une perte de \$500 en ce qui vous concerne.

Les achats sur marge sont donc considérés comme hautement spéculatifs et ne devraient être effectués que par des investisseurs conscients des risques inhérents à de telles transactions et surtout ayant les moyens de les assumer.

Prochaine leçon:

Les actions ordinaires: les petits trucs des pros

EUREKA!

Réponses aux questions de la leçon 5

Question 1

- a) Rendement courant 10.22%
b) Rendement à l'encaissement 9.25%
c) Rendement au rachat 9.85%

Question 2

- a) Prime en pourcentage 38%
b) Nombre d'années de récupération 2.9 années

INSCRIVEZ-VOUS

VITE! 2 SOIRÉES-RENCONTRES
Il reste
avec Nicole Nadeau, l'auteur du cours...
pour en savoir plus sur les

STRATÉGIES DE PLACEMENTS

Les mercredis 27 FÉVRIER et 6 MARS 1985
de 19 h 30 à 22 h 30 à la Salle Désilets

Thèmes des rencontres:

27 février: Analyse technique
6 mars: Vos investissements et l'impôt

Coût: 10\$ (comprend l'admission à la soirée, la documentation et le collation offert par le Collège Marie-Victorin. La Presse (en collaboration avec les cotés Quenit-Express)

INSCRIPTIONS SUR PLACE

des 18 h 30 325-0150 poste 382

Commandes téléphoniques acceptées avec votre numéro de carte de crédit

TIRÉ À PART des 6 MARS 1985
vous pouvez obtenir le tiré à part du cours

Stratégies de placements

3,50 \$ l'unité (+ 1 \$ de frais de poste pour 1 à 3 ex.)

Cours présenté par le

**collège
marie-victorin**

en collaboration avec

la presse

FRUITS/LÉGUMES

(PC) — Voici les prix payés au Marché central métropolitain de Québec que fournissent par le ministère de l'Agriculture du Québec.

Fruits

Pommes McIntosh, Spartan et Empire: 12x3 lb ou 9x4 lb, au détalail, \$12.50, au grossiste, \$6.94; 8x5 lb, au détalail, \$13.00, au grossiste, \$11.38; Cell pack, grosseur 120, au détalail, \$16.00, au grossiste, \$14.00; Cell pack, grosseur 140, au détalail, \$14.00, au grossiste \$12.25; 4x4 pintes, au détalail, \$9.00, au grossiste, \$7.89; minot en vrac, au détalail, \$9.50, au grossiste, \$8.31.

Pommes Lobo et Cortland: 12x3 lb ou 9x4 lb, au détalail \$11.50, au grossiste \$10.06; 8x5 lb, au détalail \$12.00, au grossiste, \$10.50; Cell pack, grosseur 120, au détalail \$15.00, au grossiste \$13.13; Cell pack, grosseur 140, au détalail \$13.00, au grossiste \$11.36; 4x4 pintes, au détalail \$8.00 au grossiste \$7.00; minot (en vrac) au détalail, \$8.50, au grossiste, \$7.44.

Régions à plus de 290 km de Montréal: ajoutez \$0.50.

Une allocation de transport de \$0.35 est allouée aux détaillants qui vont chercher les pommes chez le producteur ou l'emballleur.

Ces prix sont fournis par le Plan conjoint des producteurs de pommes du Québec.

Légumes

Betteraves: moyennes, \$2.50 à \$3.00 le sac de 25 lb; \$4.00 le sac de 12 sacs de 2 lb.

Carottes: \$2.00 à \$2.50 le sac de 25 lb; \$5.50 à \$6.50 le sac de 24 sachets de 2 lb ou 10 sachets de 5 lb; grosses, \$5.00 à \$5.50 la caisse de 50 lb.

Choux rouges: \$6.50 à \$7.00 la caisse de 12 unités.

Choux verts: \$7.00 à \$8.00 la caisse.

DENREES AGRICOLES

(PC) — Cours des denrées transmis par le ministère fédéral de l'Agriculture.

Beurre: Commission canadienne de l'industrie laitière, prix d'achat, Hc 92, \$4.76 le kg; No 93, \$4.78 le kg; prix moyen du grossiste au détaillant, \$5.15 le kg.

Fromage cheddar au kilo, blanc, \$4.869, concentré, \$5.876.

Petits concentrés: lait en poudre écrémé: No 1, \$36 de 25 lb, \$2.851 le kg; lait écrémé destiné à l'alimentation: \$1.103; petit lait en poudre comestible, \$0.474 le kg; petit lait destiné à l'alimentation, \$0.352 le kg; lait de bouffe, \$1.947 le kilo.

Oeufs: prix moyens des grossistes aux détaillants, boîte d'une douzaine, A-extra-gros, \$1.30 6-10; A-gros, \$1.29 4-10; A-moyens, \$1.26 4-10; A-petits, \$0.89 1-10.

Prix de gros aux distributeurs établis par la Fédération des producteurs avicoles du Québec: A-extra-gros, \$1.27; A-gros, \$1.26; A-moyens, \$1.23; A-petits, \$0.86; A-poe-wei, \$0.53.

Pommes de terre, prix de gros: Québec, nouvelles: \$0.80 à \$0.85 le 10 lb; \$1.30 à \$1.40 le 20 lb; \$3.25 à \$3.40 le 50 lb; lavées, en boîte de 50 lb, \$5.00 à \$5.50; Ile du Prince-Edouard: \$0.85 à \$0.90 le 10 lb, \$1.40 à \$1.80 le 20 lb, \$3.50 à \$3.75 le 50 lb; N-B., \$0.35 à \$0.90 le 10 lb.

LES METAUX

MARCHE DE LONDRES PRIX EN STERLING PAR TONNE METRIQUE

FERMETURE

CUVREE (cathodes quide sup.)
comptant 1289-1289
à terme 1130-1310.5
ventes 115,800 tonnes

CUVREE ET CATHODES
comptant 1285-1286
à terme 1305-1308
ventes 675 tonnes

ETAIN (qualité ordinaire)
comptant 10,036-10,040
à terme 10,050-10,055
ventes 2,425 tonnes

ETAIN (qualité supérieure)
comptant 10,040-10,045
à terme 10,065-10,070
ventes 330 tonnes

PLOMB
comptant 238-239
à terme 247.5-348
ventes 28,500 tonnes

Zinc (qualité supérieure)
comptant 833-834
à terme 825-830
ventes 2,025 tonnes

ZINC

gnons jaunes moyens, le sac de 10 lb, \$1,25 à \$1,50; olignons jaunes moyens, sac de 24 sachets de 2 lb ou 10 sachets de 5 lb, \$6,00 à \$6,50; oignons jaunes petits, \$0,75 à \$0,85 le sac de 10 lb.

Oignons rouges, \$8,50 à \$9,00 le sac de 50 lb; \$8,50 à \$9,00 pour 12 sachets de 2 lb.

Panais: en 12 sachets de 2 lb, \$7,00 à \$7,50; le sac de 20 lb, \$6,00 à \$6,50.

Poireaux: \$5,00 à \$6,00 la botte de 12 unités.

Fommes de terre: 10 sachets de 5 lb, \$6,00; la

M. Poliquin possède 15 années d'expérience dans le domaine de l'industrie des camions lourds et est très qualifié pour la vente et service de ce type de camions.

50 000 000 \$

Cette annonce n'est publiée qu'à titre d'information

Institution inscrite, Régie de l'assurance-dépôts du Québec
Membre, Société d'assurance-dépôts du Canada

SPÉCIAL
L'ensemble
complet

\$599

- ampli AKAI
- syntonisateur AM / FM

**MARCHÉ DE LONDRES PRINCIPAL EN
STERLING PAR TONNE MÉTRIQUE**

FERMETURE

CUIVRE (cathodes qualité sup.)
comptant 1298-1299
à terme 1310-1310,5
ventes 115,800 tonnes

CUIVRE ET CAIHOIDES
comptant 1298-1299
à terme 1305-1309
ventes 678 tonnes

ÉTAIN (qualité ordinaire)
comptant 10,036-10,040
à terme 10,050-10,055
ventes 2,455 tonnes

ÉTAIN (qualité supérieure)
comptant 10,040-10,042
à terme 10,065-10,070
ventes 330 tonnes

PLOMB
comptant 338,5-339
à terme 347,5-348
ventes 29,050 tonnes

ZINC (qualité supérieure)
comptant 832-835
à terme 825-830
ventes 2,025 tonnes

ZINC
comptant 832-835
à terme 798-798,5
ventes 25,125 tonnes

ALUMINIUM
comptant 1017-1017,5
à terme 1051-1052
ventes 160,450 tonnes

NICKEL
comptant 4660-4665
à terme 4675-4680

GULF
CANADA LIMITÉE
AVIS DE
L'ASSEMBLÉE
ANNUELLE
DES ACTIONNAIRES
L'assemblée annuelle de
actionnaires de Gulf Canada
Limitée aura lieu le jeudi 2
avril 1985 à 14h dans la salle
de concert de l'hôtel Royal
York, 100 rue Front ouest
Toronto (Ontario). Le conseil
d'administration de la Com
pagnie a choisi le vendredi
8 mars 1985 comme date
d'immatriculation pour
designer les actionnaires qui
recevront un avis de ladite
assemblée.

Le secrétaire
W.M. WINTERTON
Toronto,
le 8 février 1985

date d'inscription relative
s actions privilégiées de
ée a été fixée au 28 février

TRUST ROYAL

ROYAL

Pour la détente?

TOUS LES DIMANCHES

la presse



GULF

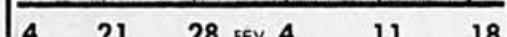
CANADA LIMITEE
AVIS DE DIVIDENDE
Un dividende de treize cent
(13¢) par action pour le pre
mier trimestre se terminant le
31 mars 1985 a été déclaré sur
les actions ordinaires de la
compagnie. Ce dividende es
payable en monnaie cana
diennne le 1^{er} avril 1985 aux
actionnaires inscrits à la fer
meture des bureaux le 28
février 1985.

W.M. WINTERTON
secrétaire
Toronto,
le 8 février 1985

Veuillez prendre note que
au dividende régulier sur
série F de Trustco Royal L.
1985.

William J. Inwood
Vice-président, avocat
Trustco Royal Limitée

(Indice compose 300 titres)



INDICES À LA BOURSE DE TORONTO

..... **ch** | **ch**

10-10-1964



Ch.	Form.	Net
54	-	1
55	-	1
56	20%	- 16
57	25%	- 16
58	26%	- 16
59	27%	- 16
60	28%	- 16
61	19%	- 36
62	28%	- 16
63	13%	+ 16
64	22%	- 36
65	35	- 3
66	38	- 14
67	20	- 14
68	21%	-
69	20%	+ 16
70	25%	+ 16
71	24%	+ 16
72	53%	+ 34
73	101%	+ 16
74	101%	+ 16
75	98	+ 1/2
76	77%	- 36
77	29	- 36
78	28%	- 16
79	25%	+ 16
80	25%	- 16
81	21%	+ 16
82	72%	- 16
83	50	+ 1/2
84	30%	+ 1/2
85	63	+ 1
86	118%	+ 16
87	101%	+ 16
88	34	+ 1/2
89	42%	- 16
90	71%	+ 1/2
91	45%	+ 16
92	45%	+ 5
93	25%	- 16
94	25%	- 16
95	25%	- 16
96	25%	- 16
97	25%	- 16
98	25%	- 16
99	25%	- 16
100	25%	- 16
101	25%	- 16
102	25%	- 16
103	25%	- 16
104	25%	- 16
105	25%	- 16
106	25%	- 16
107	25%	- 16
108	25%	- 16
109	25%	- 16
110	25%	- 16
111	25%	- 16
112	25%	- 16
113	25%	- 16
114	25%	- 16
115	25%	- 16
116	25%	- 16
117	25%	- 16
118	25%	- 16
119	25%	- 16
120	25%	- 16
121	25%	- 16
122	25%	- 16
123	25%	- 16
124	25%	- 16
125	25%	- 16
126	25%	- 16
127	25%	- 16
128	25%	- 16
129	25%	- 16
130	25%	- 16
131	25%	- 16
132	25%	- 16
133	25%	- 16
134	25%	- 16
135	25%	- 16
136	25%	- 16
137	25%	- 16
138	25%	- 16
139	25%	- 16
140	25%	- 16
141	25%	- 16
142	25%	- 16
143	25%	- 16
144	25%	- 16
145	25%	- 16
146	25%	- 16
147	25%	- 16
148	25%	- 16
149	25%	- 16
150	25%	- 16
151	25%	- 16
152	25%	- 16
153	25%	- 16
154	25%	- 16
155	25%	- 16
156	25%	- 16
157	25%	- 16
158	25%	- 16
159	25%	- 16
160	25%	- 16
161	25%	- 16
162	25%	- 16
163	25%	- 16
164	25%	- 16
165	25%	- 16
166	25%	- 16
167	25%	- 16
168	25%	- 16
169	25%	- 16
170	25%	- 16
171	25%	- 16
172	25%	- 16
173	25%	- 16
174	25%	- 16
175	25%	- 16
176	25%	- 16
177	25%	- 16
178	25%	- 16
179	25%	- 16
180	25%	- 16
181	25%	- 16
182	25%	- 16
183	25%	- 16
184	25%	- 16
185	25%	- 16
186	25%	- 16
187	25%	- 16
188	25%	- 16
189	25%	- 16
190	25%	- 16
191	25%	- 16
192	25%	- 16
193	25%	- 16
194	25%	- 16
195	25%	- 16
196	25%	- 16
197	25%	- 16
198	25%	- 16
199	25%	- 16
200	25%	- 16

Term.	Net	ch.
70		
25		
38	-5	
10		
20	+8	
118	+3	
18		
5		
275	-2	
35		
400		
109	+4	
15		
24		
62	+7	
73	-2	
10		
35	-2	
38	+1	
60	-5	
10		
50	-3	
40		
42		
154	-3	
3		
5		
50		
15	+1	
25		
30	+1	
40	+5	
30	+1	
40	-5	
114		
12		
50	+4	
30	-1	
42	-2	
15	-2	
48		
21		
11	-1	
25		
60		
35		
90		
55	+19	
48		
197	+7	
15	-2	
25	-2	
40		
41	-4	
48		
18	-3	
11		
42	+1	
24	-1	
18	-2	
13		
33		
35	+4	
25		
110		
110		
35	-8	
90	-5	
3		
26		
6	+1	
40		
25		
41	-1	
52	+3	
160	+3.20	
20		
23	-1	
45		
185	+1	
17	-1	
11	-2	
17	+4	
52		
52	-3	
23	+2	
28	-1	

OFFRE ET DEMANDE (de Toronto)

Expenditure in price	Mass	Abol
64 1/4	60	6 1/2
		8 1/4

[illegible][illegible]

78%	85	3-16
78%	90	s
Glf Win	30 2	15-16
32%	35	1%
Hugh TI	10	5%
15 1/2	15	1% 1 1/2
15 1/2	20	r

5)	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100
er	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100
0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100
0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100
0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100
0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100
0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100
0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100
0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100
0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100
0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100
0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100
0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100
0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100
0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100
0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100
0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100
0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64																																				

1%	42%	50	1
1%	Citicop	30	13%
0.1		22	

[illegible]

\$13 1/8	Imisco	Ap 45
\$18 3/4	Imisco	Ap 55
\$18 3/4	Imisco	Ap 40

Cine	30 33	Loki Res	37 47	Perfecs	13 18	Wabco	5 10
Cleco	95 110	Horsalia	32 48	Oswell	12 18	Wellson	1
Clevo	75 83	Int'l	40 40	Perfex	43 48	Wipac	24
Clevo Int'l	1	Keelco	20 25	Pentonic	35 45	Oils	
Craibe	45 50	Key Lab	13 18	Puissance	58 73	Pinetree	3
				Puissance	11 14		

OUVERT AU PUBLIC • JOURS DE SOLDE EXTRA SPÉCIAUX

**VÊTEMENTS MODE
POUR FEMMES
ET HOMMES**

A. Gold & Sons®
Depuis 1899

**50-80%
DE RABAIS**

Solde Annuel d'Entrepôt

2050 BLEURY CENTRE-VILLE
1er étage angle Président-Kennedy, entre
Sherbrooke et de Maisonneuve.

Le grand moment est encore arrivé! Si vous êtes parmi les milliers de personnes qui ont aimé notre solde de l'an dernier, vous adorerez celui-ci. Nos sélections sont plus belles. Le choix est meilleur. Les prix sont plus bas que jamais. La qualité est exceptionnelle. Nous avons également un personnel plus nombreux pour bien prendre soin de vous. Nos portes sont maintenant ouvertes. Ne ratez pas l'occasion. Venez tôt pour de meilleures épargnes et un meilleur choix.

COMPLETS POUR HOMMES: courts, réguliers ou longs. Les meilleurs tissus, choix de couleurs et de motifs

ORD.: \$165 à \$295..... SOLDE \$25.00
ORD.: \$265 à \$295..... SOLDE \$79.00
ORD.: \$225..... SOLDE \$99.00
ORD.: \$265..... SOLDE \$149.00

Pièces de tissu pour complets et tailleurs 3/4 verges
ORD.: \$70 à \$125..... SOLDE \$29.75 et \$49.75

VESTONS SPORT: courts, réguliers ou longs. Quadrillés, unis, rayés, choix de couleurs

ORD.: \$185 à \$195..... SOLDE \$59.00
ORD.: \$150..... SOLDE \$79.00
ORD.: \$145 à \$195..... SOLDE \$91.75
Groupe spécial: ORD.: \$165 ET \$195..... SOLDE \$99.00

PANTALONS POUR HOMMES: tailles 28 à 42. Flanelle, polyester, unis, quadrillés et pied de poule

Groupe spécial
ORD.: \$45 à \$69..... SOLDE \$15.00
ORD.: \$60 à \$95..... SOLDE \$34.75

PALETOTS D'HIVER POUR HOMMES

Superbes tweeds Crombie ORD.: \$425..... SOLDE \$212.50
Paletots en tweed à chevrons. ORD.: \$295..... SOLDE \$147.50
Paletots d'hiver, doublé croisé. ORD.: \$350..... SOLDE \$175.00

CHAUSSURES POUR HOMMES, PANTOUFLES, BOTTILLONS HABILLÉS ET BOTTES D'HIVER

Chaussures habillées: Nunn Bush, Cavendish, Caporicci et Magnus.
Se vendaient \$100 à \$125..... SOLDE \$50
Chaussures italiennes, habillées et tout aller
Se vendaient \$85 à \$100..... SOLDE \$40
Chaussures sport
Se vendaient \$65 à \$80..... SOLDE \$30.00
Chaussures de toile Nunn Bush
Se vendaient \$25 à \$27.50..... SOLDE \$10
Élégantes pantoufles de cuir
Se vendaient \$32.50..... SOLDE \$15.00
Bottillons habillés en cuir
Se vendaient \$110 à \$160..... SOLDE \$60
Bottes d'hiver Northern Patrol de Nunn Bush
Se vendaient \$100 à \$125..... SOLDE \$50
Superbes bottes d'hiver Plattelli
Se vendaient \$85..... SOLDE \$30.00

CHANDAILS POUR HOMMES, UNIS ET DE FANTAISIE. P.M.G. très G. Col rond, encolure en V, col roulé et débardeurs.

Groupe spécial de chandails assortis à prix très avantageux
Chandails - grand choix de modèles
ORD.: \$36 à \$98..... SOLDE \$10 à \$30.00

CHEMISES SPORT POUR HOMMES: Unies et de fantaisie P.M.G. très G. Manches courtes et manches longues

Groupe spécial de chemises sport assorties à prix très spécial..... SOLDE \$5.00
Groupe de chemises à manches longues et à manches courtes ORD.: \$35 à \$48..... SOLDE \$10.00
Chemises sport de fantaisie à manches longues
ORD.: \$48 à \$52..... SOLDE \$20.00
Chemises sport de luxe à manches longues
ORD.: \$60 à \$64..... SOLDE \$25.00
Chemises T à manches courtes et manches longues unies, de fantaisie, grand choix de modèles
Manches courtes ORD.: \$22 à \$45..... SOLDE \$10.00
Manches longues. ORD.: \$30 à \$42..... SOLDE \$12.00

VÊTEMENTS D'EXTÉRIEUR D'HIVER. Magnifique sélection. Blousons aviateur, manteaux ¾, cabans, parkas, manteaux tout aller genre trench

Blousons aviateur
ORD.: \$75 à \$145..... SOLDE \$49.00
Blousons aviateur
ORD.: \$145 à \$170..... SOLDE \$99
Paletots et cabans
ORD.: \$145 à \$165..... SOLDE \$72.50 à \$99.00
Parkas - ¾
ORD.: \$125..... SOLDE \$49.00
Manteaux tout aller genre trench
ORD.: \$145 à \$185..... SOLDE \$99.00

HEURES D'OUVERTURE

AUJOURD'HUI, VEND. 9 h a.m. à 9 h p.m.
SAMEDI 9 h a.m. à 5 h p.m.

DIMANCHE 9 h a.m. à 5 h p.m.

LUNDI-MARDI-MERCREDI 9 h a.m. à 6 h p.m.

2050, BLEURY
1er ÉTAGE

ANGLE PRÉSIDENT-KENNEDY ENTRE
SHERBROOKE ET DE MAISONNEUVE

METRO PLACE DES ARTS

JUSTE DEVANT NOTRE PORTE

A. Gold & Sons
Depuis 1899
Entrepôt

American Express, Visa, MasterCard, Diners, Carte Blanche



2050 BLEURY CENTRE-VILLE
1er étage angle Président-Kennedy, entre
Sherbrooke et de Maisonneuve.

**AUJOURD'HUI VEN., SAM. et
DIMANCHE
ET LA SEMAINE PROCHAINE**

CUIR, SUÈDE ET PEAU D'AGNEAU: AUBAINES EXCEPTIONNELLES

Manteaux de peau de porc à col de fourrure
ORD.: \$650..... SOLDE \$325.00
Trench-coats en peau de porc
ORD.: \$425..... SOLDE \$199.00
Manteaux pleine longueur en peau d'agneau
ORD.: \$850..... SOLDE \$399.00
Manteaux ¾ en peau d'agneau
ORD.: \$595..... SOLDE \$249.00
Blousons aviateur en peau d'agneau
ORD.: \$350..... SOLDE \$149.00
Blousons aviateur doublés de fourrure à col de fourrure
ORD.: \$1,250..... SOLDE \$625.00

BLOUSONS DE CUIR ET DE SUÈDE, PALETOTS ET BLAZERS

ORD.: \$98..... SOLDE \$49.00
ORD.: \$165 à \$185..... SOLDE \$99.00
ORD.: \$250 à \$375..... SOLDE \$129.00
ORD.: \$325 à \$395..... SOLDE \$199.00
ORD.: \$395 à \$425..... SOLDE \$229.00
Groupe spécial de cuirs et de suède, petites tailles seulement
ORD.: \$235 à \$350..... SOLDE \$89.00
Pantalons en cuir, modèles variés
Prix cour. \$125 à \$380..... SOLDE \$65 à \$150.00

PANTALONS TOUT ALLER: quadrillés, tweed, rayés

ORD.: \$48 à \$55..... SOLDE \$29.75
ORD.: \$65 à \$95..... SOLDE \$34.75
ORD.: \$125..... SOLDE \$59.75

IMPERMÉABLES POUR HOMMES

ORD.: \$125..... SOLDE \$69.00
ORD.: \$175..... SOLDE \$87.50

CHEMISES HABILLÉES: grand choix

Choix de col., motifs, tissus
ORD.: \$35 à \$45..... SOLDE \$10.00

CRAVATES ÉLÉGANTES: SUPERBE COLLECTION

ORD.: \$12.50 et \$13.50..... SOLDE \$6.00

PYJAMAS - MARQUE RÉPUTÉE

ORD.: \$28..... SOLDE \$14.00

GANTS ET FOULARDS

Peau de porc. ORD.: \$22.50..... SOLDE \$10.00
Peau d'agneau. ORD.: \$39.50..... SOLDE \$19.75
Cuir doublés. ORD.: \$26 à \$35..... SOLDE \$15.00
Foulards Tartan, cachemire et laine. ORD.: \$50..... SOLDE \$25
Gants de conduite. ORD.: \$35..... SOLDE \$15.00

OFFRES SPÉCIALES À PRIX D'AUBAINE

Imperméables de voyage pour hommes avec étui. Tailles P.M.G. très G. ORD.: \$8.50..... SOLDE \$2.00
Blousons d'été. ORD.: \$44 à \$75..... SOLDE \$29.00

VÊTEMENTS POUR DAMES: créations d'automne et d'hiver. Robes, manteaux, ensembles, chandails, pantalons blouses et jupes

Manteaux d'hiver doublés de fourrure, excellente qualité
ORD.: \$1 000 à \$1 850..... SOLDE \$500 à \$925.00
Manteaux d'hiver. Solde de collection d'automne
ORD.: \$280 à \$550..... SOLDE \$140 à \$275.00
Manteaux de promenade pure laine, offre spéciale
ORD.: \$420..... SOLDE \$189.00
Blouses, choix de modèles
ORD.: \$85 à \$130..... SOLDE \$39.00
Pantalons de coton, Yves St-Laurent, 5 coloris
ORD.: \$50 à \$55..... SOLDE \$20.00
Jupes de coton, Yves St-Laurent
ORD.: \$75..... SOLDE \$30.00
Maillots T en coton, Yves St-Laurent
ORD.: \$28..... SOLDE \$10.00
Imperméables 4 saisons
ORD.: \$120 à \$165..... SOLDE \$69.00
Chandails cardigans pure laine
ORD.: \$85..... SOLDE \$20.00
Chandails, choix de modèles et de coloris
ORD.: \$61..... SOLDE \$20.00
ORD.: \$35 à \$45..... SOLDE \$10.00
Chandails tout coton Ralph Lauren
ORD.: \$95..... SOLDE \$30.00
Pantalons de jogging Ralph Lauren
ORD.: \$75..... SOLDE \$30.00
Jupes, choix de modèles et de coloris
ORD.: \$75 à \$130..... SOLDE \$49.00
Ensembles, robes et jupes, différents modèles
ORD.: \$125 à \$300..... SOLDE \$69.00
Robes tout aller en coton
ORD.: \$45..... SOLDE \$15.00
Blousons aviateur en cuir
ORD.: \$410..... SOLDE \$299.00
Blousons aviateur en cuir
ORD.: \$410..... SOLDE \$299.00

**MAGASINEZ TÔT POUR UN MEILLEUR CHOIX
AUJOURD'HUI, VENDREDI, SAMEDI,
DIMANCHE ET TOUTE
LA SEMAINE PROCHAINE
LA MARCHANDISE ANNONCÉE ICI N'EST
DISPONIBLE QU'À NOTRE ENTREPÔT**

ÉCOLES PRIMAIRES ET SECONDAIRES

10 000 employés de soutien sont assurés de leur emploi

La refonte du système administratif des écoles primaires et secondaires publiques, découlant de la loi 3, n'inquiète plus les 10 000 employés de soutien scolaire syndiqués à la CSN. Une entente tout juste conclue avec le ministère de l'Éducation et la Fédération des commissions scolaires catholiques leur garantit, en effet, de conserver leur emploi et de ne pas subir de mise à pied au cours des trois prochaines années.

NICOLE BEAUCHAMP

L'entrée en vigueur de la loi 3 dans sa presque totalité, à compter du 1er juillet 86, comporte la fusion de nombreuses commissions scolaires existantes. Leur nombre passera de 250 à 150 à la faveur de l'intégration de l'enseignement primaire et secondaire qui va de pair

avec un redécoupage des territoires sur une base linguistique.

En pratique, cela fait bien du personnel à déplacer et à replacer. L'accord qu'a négocié la Fédération des employés de services publics (FESP-CSN) établit précisément des façons de procéder aux transferts et à la réaffectation le cas échéant des agents de bureau, concierges, secrétaires, menuisiers et autres qui travaillent actuellement dans 104 commissions scolaires.

« Deux préoccupations ont guidé nos pourparlers : préserver le principe de l'ancienneté et éviter, le plus possible, un démantèlement pour les personnes touchées », disait, hier, la présidente du groupement syndical, Mme Céline Lamontagne. Le règlement sauvegarde son poste à tout employé dans une école. Dans le cas de ceux dont le lieu de travail se trouve dans un centre administratif ou dont l'emploi les rattache à des services régionalisés, ils s'en remettent à une liste d'ancienneté pour choisir un poste dans un nouveau centre administratif. Si ce dernier n'affiche plus d'emplois disponibles dans la municipalité où ils habitent, les employés de soutien pourront téléscoper (bumper) une ou des personnes possédant moins d'ancienneté dans la même classe d'emploi pour occuper un poste dans une école.

En outre, le changement d'employeur (i.e. de commission scolaire) laissera intacts les droits et privilèges acquis auparavant. Des fusions volontaires de 16 commissions scolaires francophones s'annoncent déjà dans quatre régions du Québec pour juin prochain. Elles amèneront plus de 850 personnes regroupées dans huit syndicats de la FESP-CSN à se prévaloir des mécanismes de transfert négociés. Sans heurt et sans animosité? Tout dépendra de la possibilité de concilier sur le terrain les diverses ententes conclues avec le ministère de l'Éducation, là où des syndicats d'employés de soutien scolaire de la CEQ et de la FTQ veillent aussi au grain.

Risque de grève pour \$418

Pour une question de \$418 dans un budget de \$2 millions, le maire Ferdinand Borremans, à

PIERRE BELLEMARE

McMasterville (tout près de Saint-Hilaire), risque une grève de ses 10 cols blancs et cols bleus à compter de mardi prochain.

Les deux parties se présentent

d'ailleurs cet après-midi devant le Conseil des services essentiels, qui se résument à peu près uniquement, dans ce cas précis, à assurer l'enlèvement de la neige en cas de tempête.

Le problème concerne trois cols blancs qui n'ont pas à se rendre au travail entre Noël et le Jour de l'an, parce que les bureaux sont traditionnellement fermés. Mais les sept cols bleus, eux, doivent travailler

quand même durant cette période. D'où, source d'inégalité entre les deux groupes. Les uns fêtent, les autres, au boulot.

La solution : exiger des cols blancs deux jours de travail additionnels à leur retour de « vacances », à une période où les tâches sont plus lourdes. Ainsi, à la fin de l'année, tous les employés auront travaillé le même nombre de jours.

La Banque Mercantile du Canada

OFFRE 9%*

Taux d'intérêts annuels pour les dépôts à terme de 30 à 59 jours.
Dépôt minimum de \$5,000. Intérêts versés à l'échéance.

ÇA RAPPORTE PLUS!

Taux disponibles pour des périodes s'échelonnant entre 30 jours et 5 ans.
Taux élevés disponibles pour dépôts à terme en dollars américains.

Taux plus élevés pour les dépôts excédant \$50,000.
Dépôts à terme en dollars canadiens admissibles à un R.E.R. autogéré.

TÉLÉPHONEZ DÈS AUJOURD'HUI:

Vancouver
(604) 684-8411
Edmonton
(403) 423-1924

Calgary
(403) 294-4914
Regina
(306) 525-9161

Winnipeg
(204) 944-9355
London
(519) 679-0901

Hamilton
(416) 526-0670
Mississauga
(416) 276-9464

Toronto
(416) 361-7272
Ottawa
(613) 238-8385

Montréal
(514) 848-6648
Québec
(418) 647-2921
Halifax
(902) 565-7509

* Taux d'intérêt sujet à changement.

Membre Société d'assurance-dépôts du Canada.

EXAMENS D'ADMISSION

LUNDI

25 FÉVRIER à 14 h

18 MARS à 14 h

Après ces dates,
téléphonez
pour un rendez-vous.

Les Frères de Sainte-Croix
(pensionnat et externat)

COLLÈGE DE SAINT-CÉSAIRE

1390, rue Notre-Dame
Saint-Césaire
Route 112
Tél.: 1-469-3143

Photocopie des bulletins:
juin et novembre 1984

En affaires, il faut avoir la tête sur les épaules

Peu d'entreprises peuvent se passer aujourd'hui des nouveaux outils d'information et de gestion pour accroître leur efficacité et leur productivité.

Mais ces outils ne seront vraiment profitables que si l'information qu'ils traitent est mise rapidement à la portée de ceux et celles qui en ont besoin.

C'est pourquoi Bell Canada vous offre une vaste gamme de services et de réseaux de transmission de l'information.

Pour vous faire gagner du temps dans vos communications écrites, Bell vous propose le service de messagerie

électronique le plus important au Canada: Envoy 100^{MC}. Il permet d'envoyer instantanément des messages à d'autres abonnés, au bureau voisin ou à l'autre bout du monde. Et ce, même en leur absence! Avec son complément Envoypost^{MC}, vous pouvez aussi faire livrer votre message aux non-abonnés, par la poste, le jour même ou le lendemain, presque n'importe où au Canada ou aux États-Unis.

Bell offre aussi iNet 2000^{MC}, qui vous donne accès à une multitude de banques de données, ainsi qu'à un réseau de messagerie électronique. Et si vous songez à faire l'acquisition d'un système de traitement de textes, assurez-vous qu'il est conforme à la norme Télétex^{MC}, qui permet à deux systèmes de marques différentes de communiquer entre eux.

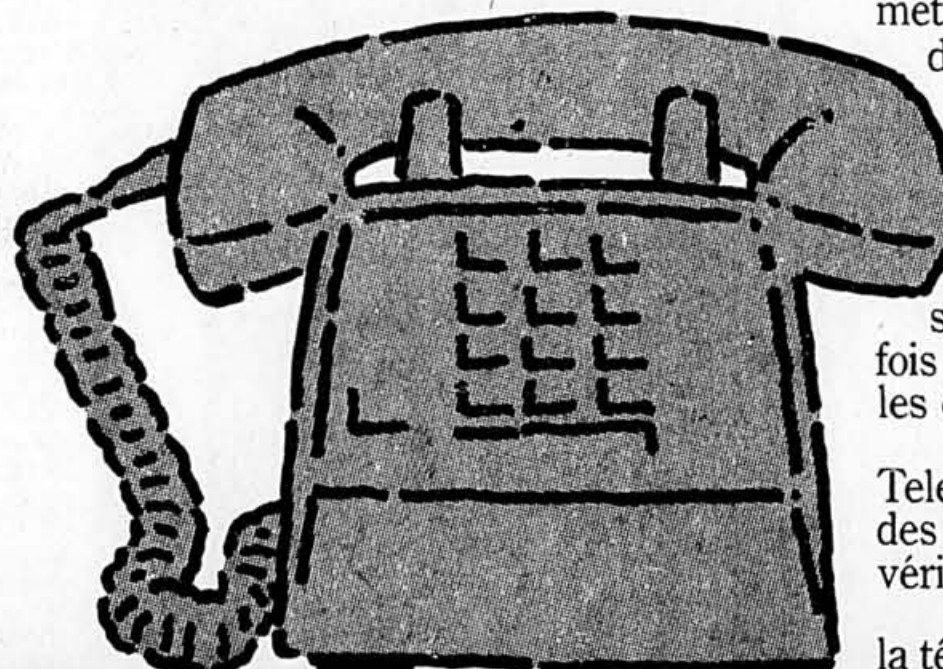
Pour transmettre vos données informatisées, Bell vous offre un choix de réseaux numériques, rapides et sûrs.

D'abord, le Dataroute^{MC}, pour transmettre à tout moment, jour après jour, de forts volumes de données. Et si votre volume de données ne justifie pas une ligne privée, le Datapac^{MC} permet de partager entre plusieurs utilisateurs les coûts associés au réseau. Pour des volumes prévisibles, le Datalink^{MC} vous offre à la fois les avantages de la ligne privée et les économies de la ligne partagée.

De plus, par son association avec Telecom Canada, Bell met à votre portée des services de transmission de données véritablement nationaux.

Les télécommunications Bell, toute la télécommunication. Les équipements, l'interurbain, la transmission de données. Les télécommunications Bell: un tout intégré. Un tout efficace.

Pour en savoir plus long, composez le 1 800 361-8441. Ou communiquez avec votre conseiller Bell. Il a, comme vous, la tête sur les épaules.



L'efficacité
passe par Bell

Membre
du réseau national
Telecom Canada

Bell

HVR Hôpital Maisonneuve-Rosemont

À compter du 20 février
1985, les numéros de
téléphone de l'Hôpital
Maisonneuve-Rosemont
deviendront:

NUMÉRO PRINCIPAL (pour les 2 pavillons)	252-3400
URGENCE	252-3523
RENSEIGNEMENT DES MÉDECINS	252-3822
ACCUEIL (admission)	
— Chirurgie d'un jour	
— Maisonneuve	252-3514
— Rosemont	252-3516
— Court séjour	252-3512
— Information générale	252-3500
Achats	252-3403
Audiologie-orthophonie	252-3598
Banque d'yeux	252-3400
Bibliothèque	252-3462
Biochimie (laboratoire de)	252-3582
Cardiologie - Cliniques externes	252-3810
Centre de prélèvements	
(rendez-vous):	
— Maisonneuve	252-3527
— Rosemont	252-3862
CONSULTATIONS EXTERNES (rendez-vous):	
Pavillon administratif	252-3578
• colposcopie	• neurologie
• endocrinologie	• neuropédiatrie
• gastroentérologie	• oncologie
• greffe rénale	• planning familial
• gynéco-obstétrique	• rhumatologie
• hématologie	• urologie
• médecine générale	
Pavillon Maisonneuve:	252-3576
• allergie	• O.R.L.
• chirurgie	• stomatologie
• dermatologie	
Pavillon Rosemont:	252-3876
• plastie	• pneumologie
Cytologie	252-3525
Département de santé communautaire	252-3222
Direction générale	252-3438
Électrocardiographie (E.C.G.)	252-3811
Électroencéphalographie (E.C.G.)	252-3528
Enseignement (internat et résidence)	252-3492
Finances (direction des)	252-3418
Fondation hospitalière	252-3435
Hématologie (laboratoire de)	252-3498
Hémodialyse	252-3427
Médecine familiale	252-3814
Médecine nucléaire (rendez-vous)	252-3424
Microbiologie (laboratoire de)	252-3817
Ophthalmologie	252-3878
Paiement aux fournisseurs	252-3423
Pathologie	252-3498
Pédopsychiatrie	252-3923
Perception des comptes	252-3421
Pharmacie	252-3530
— Cliniques externes	252-3531
Physiothérapie	252-3864
Psychiatrie	
— consultation	252-3921
— évaluation	252-3910
— urgence	252-3920
Radiologie	252-3535
— rendez-vous	252-3828
— Maisonneuve	252-3872
— Rosemont	252-3425
Radiothérapie (rendez-vous)	252-3865
Réadaptation	252-3550
Recherche (laboratoire de)	252-3420
Rémunération	252-3412
Ressources humaines	252-3429
Service de santé	252-3861
— Maisonneuve	252-3826
— Rosemont	252-3592
Services sociaux	252-3450
Services auxiliaires (direction des)	252-3453
Services hospitaliers (direction des)	252-3454
Services professionnels (direction des)	252-3452
— directeur adjoint médical	252-3433
— directeur adjoint administratif	
Soins à domicile	
Soins infirmiers (direction des)	
— information	252-3480
— Maisonneuve	252-3887
— Rosemont	252-3479
— enregistrement des absences	